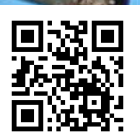
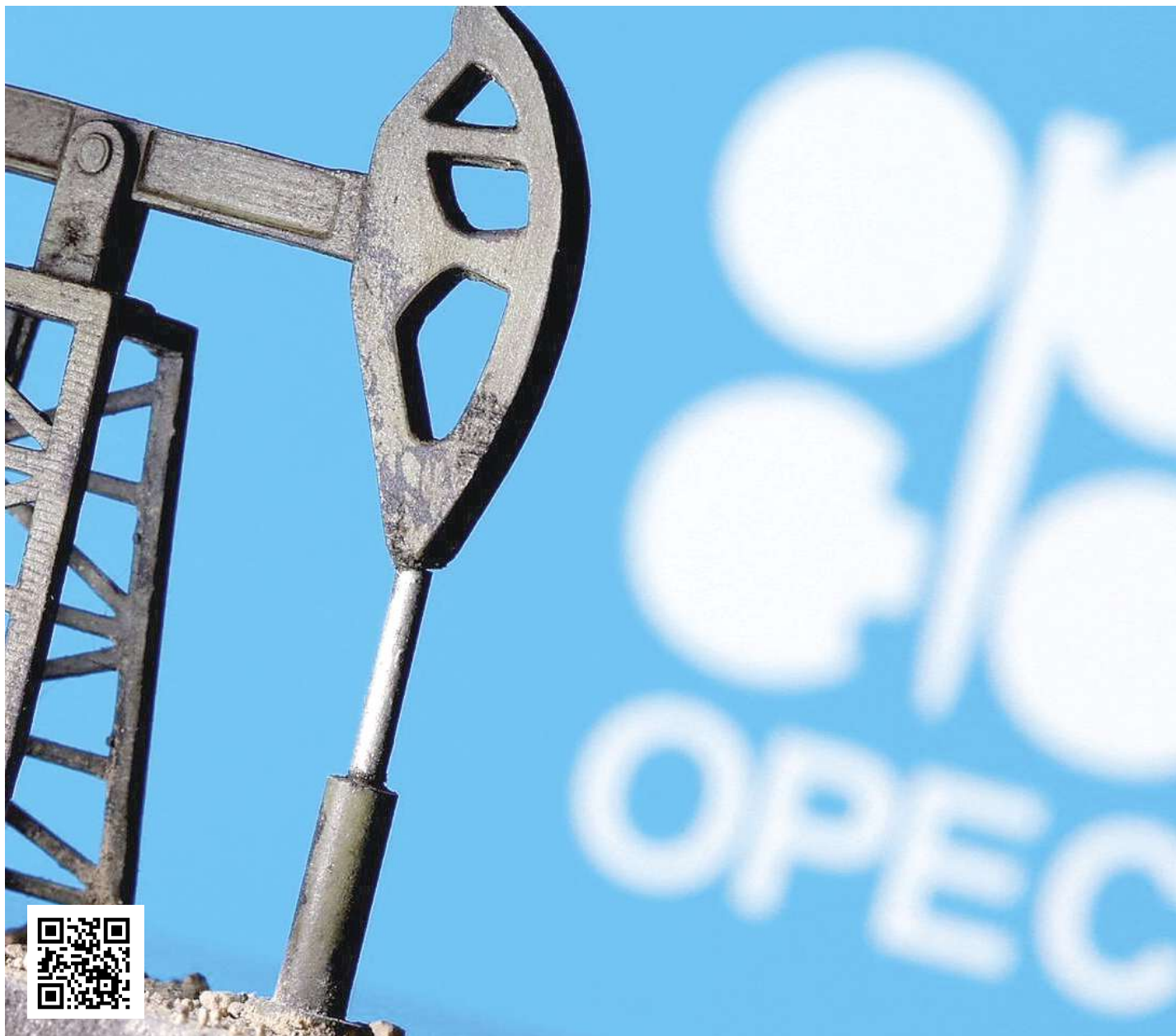


PÉTROLE

L'OPEP+ augmente sa production

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, l'OPEP+, décide d'augmenter de 548 000 barils par jour en septembre. Les cours devraient réagir à la baisse. La décision de l'organisation des pays producteurs répond à leur stratégie de reconquête des parts de marchés annoncée en avril dernier. Dans un communiqué publié ce dimanche à l'issue d'une réunion en ligne des huit ministres de l'Énergie, l'OPEP+ confirme un ajustement de la production de 548 000 barils par jour en septembre 2025 par rapport au niveau de la production requis en août. P 3



FONDS DE SOLIDARITÉ ET DE GARANTIE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les taux de contribution des communes et des wilayas fixés

Dans une démarche visant à renforcer la solidarité intercommunale et à améliorer la soutenabilité financière des collectivités territoriales, les ministères de l'Intérieur et des Finances ont publié plusieurs arrêtés interministériels au Journal officiel du 24 juillet, fixant les taux de participation des communes et des wilayas au Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, ainsi que les taux de prélèvement obligatoires sur leurs recettes de fonctionnement.

P 2

TOP 5 DES PLUS GROS CONTRATS PÉTROLIERS

L'Algérie prend la première place

L'Algérie s'est hissée à la première place du classement des cinq plus gros contrats pétroliers conclus en juillet 2025, grâce à la signature de plusieurs contrats d'investissement dans le secteur des hydrocarbures. Ces accords, impliquant des compagnies internationales, ont été établis dans le cadre du nouveau code algérien des hydrocarbures, selon le rapport mensuel publié par la plateforme spécialisée «Energy Platform», basée à Washington.

P 3

AFREXIMBANK

Le commerce intra-africain a enregistré une hausse de 12,4% en 2024

Les échanges commerciaux intra-africains ont connu une hausse significative en 2024 de 12,4 % pour atteindre environ 220,3 milliards de dollars, selon un rapport publié par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

P 4

COMMERCE
**Intensification
des opérations de contrôle
à travers le pays** P 2

MARCHÉ BOURSIER ALGÉRIEN
**Une dynamique sans
précédent au premier
semestre 2025** P 3

BNA
**Un résultat net
de plus de 48 milliards
de Da en 2024** P 2

MILA

Près de 1,6 millions quintaux d'ail produits durant l'actuelle saison agricole

La wilaya de Mila a réalisé au titre de l'actuelle saison agricole 2024/2025 une production de 1.567.500 quintaux d'ail, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction locale des services agricoles. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de régulation de la production et de soutien technique de cette direction, Mohamed Bengouitene, a précisé que cette récolte a été obtenue sur 3.010 hectares consacrés à cette spéculation dans plusieurs communes du Sud de la wilaya. Une partie de la production de cette saison a été réservée au stockage dans le cadre du programme de régulation et d'entreposage de ce produit agricole en vue d'en assurer la disponibilité et en réguler les prix sur les marchés, selon la même source. Les producteurs ont commencé à placer leur produit dans les chambres froides sous l'égide de la commission de wilaya chargée d'organiser l'opération de stockage des produits agricoles conformément aux conditions en vigueur, a-t-on indiqué. Durant la saison précédente 2023/2024, la wilaya de Mila a consacré à la culture d'ail une superficie plus grande que celle de l'actuelle saison et avait produit 1,61 millions quintaux d'ail dont 24.400 quintaux ont été stockés dans des chambres froides avant d'être "progressivement" déstockés et écoulés sur les marchés de la région, dans le cadre de la régulation, a-t-on rappelé.

FONDS DE SOLIDARITÉ ET DE GARANTIE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les taux de contribution des communes et des wilayas fixés

Dans une démarche visant à renforcer la solidarité intercommunale et à améliorer la soutenabilité financière des collectivités territoriales, les ministères de l'Intérieur et des Finances ont publié plusieurs arrêtés interministériels au Journal officiel du 24 juillet, fixant les taux de participation des communes et des wilayas au Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, ainsi que les taux de prélèvement obligatoires sur leurs recettes de fonctionnement.

Par Selma R.

Conformément à l'arrêté interministériel du 24 juin 2025, le taux minimal légal de prélèvement à opérer par les communes sur leurs recettes de fonctionnement est fixé à 10 % pour l'exercice 2025. Ces sommes seront exclusivement affectées à la couverture des dépenses d'équipement et d'investissement local. Ce prélèvement s'applique à plusieurs types de recettes, parmi lesquelles les attributions de la Caisse de solidarité locale, les impôts directs et indirects, après certaines déductions spécifiques (aide aux personnes âgées, droits de fêtes, participations aux initiatives jeunesse et sport, etc.). En parallèle, les communes contribueront au Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales à hauteur de 5 % de leurs recettes fiscales prévisionnelles, conformément à la fiche de calcul trans-

mise par les services fiscaux de wilaya. Les wilayas sont également soumises au prélèvement obligatoire de 10 % sur leurs recettes de fonctionnement, selon un arrêté distinct daté également du 24 juin 2025. Cette contribution vise à soutenir leurs propres programmes d'investissement en infrastructures et services publics. Les recettes prises en compte pour le calcul incluent les fonds transférés par la caisse de solidarité, les impôts directs et indirects, déduction faite de leur propre contribution au Fonds de solidarité local et à la promotion des initiatives sportives et jeunesse. Par ailleurs, les wilayas devront également verser 5 % de leurs prévisions fiscales annuelles à ce même Fonds, sur la base des notifications fiscales officielles, selon un arrêté complémentaire. En effet, ces décisions s'inscrivent dans un cadre juridique cohérent, appuyé notam-

ment par les lois organiques relatives aux collectivités locales (commune et wilaya), les décrets sur les attributions ministérielles, et les textes régissant le fonctionnement du Fonds de solidarité. La publication simultanée de ces arrêtés confirme la volonté des autorités de renforcer les mécanismes de péréquation financière entre collectivités, dans une logique de solidarité nationale. Elle vise également à garantir une meilleure autonomie budgétaire des communes et wilayas tout en maintenant un équilibre entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement. Il est à noter que Brahim Merad, ministre de l'Intérieur, et Abdelkrim Bouzred, ministre des Finances, ont cosigné ces arrêtés qui entreront en vigueur immédiatement après leur publication, instaurant ainsi un nouveau cadre de gestion des finances locales pour l'année 2025.

COMMERCE

Intensification des opérations de contrôle à travers le pays

Par R E.

Les services de contrôle du commerce à travers les différentes wilayas du pays ont intensifié leurs efforts sur le terrain pour s'enquérir de la conformité des produits alimentaires aux normes et du respect des règles de sécurité sanitaire par les commerçants et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de contrôle estival, a indiqué avant-hier le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national dans un communiqué. Le renforcement des opérations de

contrôle durant les périodes nocturnes et les week-ends qui connaissent une forte activité commerciale et une hausse de la demande sur les produits alimentaires et les plats prêts à consommer, intervient en application des instructions du ministre du secteur, Tayeb Zitouni, en vue de renforcer la vigilance préventive et de réduire les risques liés au non-respect des règles d'hygiène et de sécurité, précise la même source. La démarche consiste en «l'intensification des opérations de contrôle des activités en lien direct avec la santé du consommateur, à l'instar

des pâtisseries, des épiceries, des restaurants et des points de vente directe». Pour ce faire, les agents de contrôle procèdent à la constatation du respect des normes d'hygiène et de santé, au contrôle des conditions d'exposition, de réfrigération et de stockage, et à la vérification de la salubrité des différents produits alimentaires mis en vente et des prix appliqués, selon le communiqué. Selon le ministère, les citoyens ont positivement réagi à ce déploiement sur le terrain, le qualifiant de «valeur ajoutée» à même de renforcer la rigueur commerciale et de réduire les

dépassements éventuels. Affirmant que cette campagne se poursuivra à un rythme croissant, le ministère a indiqué que les contrôles seront étendus aussi bien sur le plan temporel que géographique, au cours de cette période. Le ministère a, en outre, réitéré son appel aux commerçants au strict respect des conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire, exhortant les citoyens à s'acquitter de leur rôle dans le contrôle participatif, en signalant immédiatement tout dépassement, à l'effet de renforcer la transparence et promouvoir une culture de consommation sûre et responsable.

BNA

Un résultat net de plus de 48 milliards de Da en 2024

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a enregistré, au titre de l'année 2024, un résultat net bancaire dépassant les 48 milliards de Da, a indiqué un communiqué de l'établissement public bancaire. Selon le communiqué rendu public à l'issue de son Assemblée générale annuelle, la BNA a clôturé le même exercice avec un bilan total de 5.807 milliards de Da. Le premier semestre de l'année

en cours a, par ailleurs, été marqué par une augmentation du capital social de la banque de 150 milliards à 300 milliards de Da. Cette mesure s'inscrit dans le cadre "de sa stratégie visant à consolider sa position de leader dans le secteur bancaire et financier national et à contribuer activement au développement économique du pays", note le communiqué. L'augmentation substantielle du

capital social "souligne l'engagement de la Banque à renforcer ses capacités financières pour mieux servir l'économie nationale, notamment par le financement de l'investissement et le soutien aux opérateurs économiques dans la réalisation de leurs projets, et ce, dans tous les secteurs «industrie, services, agriculture..», ajoute-t-on de même source. Avec un réseau comprenant 244 agences, dont 15 agences

dédiées exclusivement à la finance islamique, et plus de 108 guichets pour cette activité, la BNA couvre 54 wilayas et "prévoit de s'implanter prochainement dans les quatre wilayas restantes du pays", fait savoir le communiqué. La banque mise aussi sur le développement et la diversification de ses produits et services, en mettant un accent particulier sur la digitalisation.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PÉTROLE

L'OPEP+ augmente sa production

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, l'OPEP+, décide d'augmenter de 548 000 barils par jour en septembre. Les cours devraient réagir à la baisse. La décision de l'organisation des pays producteurs répond à leur stratégie de reconquête des parts de marchés annoncée en avril dernier. Dans un communiqué publié ce dimanche à l'issue d'une réunion en ligne des huit ministres de l'Énergie, l'OPEP+ confirme un ajustement de la production de 548 000 barils par jour en septembre 2025 par rapport au niveau de la production requis en août.

Par Réda Hadi

Poursuivant leur stratégie de reconquête des parts de marché lancée en avril, Ryad, Moscou et six autres producteurs de pétrole de l'Opep+ ont augmenté à nouveau leurs quotas dimanche. Les huit ministres de l'Énergie ont décidé d'un «ajustement de la production de 547.000 barils par jour en septembre 2025 par rapport au niveau de production requis en août», précise le communiqué de l'Opep+. Cette hausse est «largement prise en compte dans les prix», selon Giovanni Staunovo d'UBS, qui ne prévoit pas de remous à la réouverture des marchés lundi. En juillet, l'organisation avait entamé une augmentation de 548 000 barils par jour contre 411 000 les mois précédents. Le baril de Brent s'échange ces dernières semaines à environ 70 dollars. En 2022, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les cours avait atteint 120 dollars le baril. Les huit pays membres de l'OPEP+ ayant

souscrit à des réductions volontaires supplémentaires de leur production pétrolière ont convenu, lors de leur réunion tenue ce dimanche 3 août 2025 par visioconférence, de poursuivre l'accélération du plan de sortie progressive de ces réductions. La réunion a abouti à une augmentation collective de la production de 547 000 barils par jour en septembre 2025, marquant ainsi la suppression complète du volume total des réductions volontaires supplémentaires, soit 2,2 millions de barils par jour.

Augmentation de la production de l'Algérie de 11 000 b/j dès septembre

Dans ce cadre, l'Algérie contribuera à cette hausse par une augmentation de sa production de 11 000 barils par jour dès le mois de septembre. Cette décision intervient dans un contexte de stabilisation progressive des cours mondiaux, avec un marché encore marqué par les incerti-

tudes liées à la croissance économique mondiale et aux tensions géopolitiques. «La contribution de l'Algérie à cet ajustement se traduira par une augmentation de 11 000 barils par jour à compter de septembre prochain», précise le ministère de l'énergie dans un communiqué. Les ministres ont également convenu de maintenir une coordination étroite à travers des réunions mensuelles, afin d'assurer un suivi constant de l'évolution du marché, du respect des engagements et de la mise en œuvre des mesures de compensation. La prochaine réunion se tiendra le 7 septembre 2025, ajoute la même source, en précisant que l'objectif principal de cette réunion était d'évaluer la conjoncture actuelle du marché pétrolier international, d'en anticiper les évolutions à court terme et de faire le point sur le respect des engagements pris en matière de réduction volontaire de la production. Une montée progressive de la production depuis avril

Selon les données publiées par la plateforme Energy Platform, basée à Washington, les huit pays (Arabie saoudite, Russie, Émirats arabes unis, Koweït, Irak, Algérie, Sultanat d'Oman et Kazakhstan, auxquels s'ajoute le Gabon) avaient entamé, en avril 2025, une remontée graduelle de leur production, à hauteur de 138 000 barils/jour, suivie d'ajustements successifs de 411 000 barils/jour en mai, juin et juillet. L'augmentation de 547 000 barils/jour prévue pour août équivalait à quatre hausses au calendrier annoncé dans la décision prise mensuelles, conformément le 5 décembre 2024, qui visait une levée progressive et flexible des réductions volontaires, effective depuis avril 2025. Les huit pays maintiennent toutefois des réductions volontaires supplémentaires à hauteur de 1,65 million de barils/jour jusqu'à fin 2026, en parallèle des réductions collectives de 2 millions de barils/jour décidées par l'ensemble de l'OPEP+ depuis novembre 2022.

TOP 5 DES PLUS GROS CONTRATS PÉTROLIERS L'Algérie prend la première place

Synthèse S R.

L'Algérie s'est hissée à la première place du classement des cinq plus gros contrats pétroliers conclus en juillet 2025, grâce à la signature de plusieurs contrats d'investissement dans le secteur des hydrocarbures. Ces accords, impliquant des compagnies internationales, ont été établis dans le cadre du nouveau code algérien des hydrocarbures, selon le rapport mensuel publié par la plateforme spécialisée «Energy Platform», basée à Washington. En effet, la liste des cinq principaux contrats signés en juillet

2025 se caractérise par la diversité de ses acteurs, combinant gouvernements, majors internationales – telles qu'Eni (Italie) et HKN (États-Unis) – ainsi que de grands développeurs européens. Une dynamique qui témoigne du retour en force des investissements dans le secteur pétrolier, après une période marquée par le ralentissement. Selon la même source, l'Algérie occupe la première place de ce classement après la signature de cinq nouveaux contrats de développement dans le secteur du pétrole et du gaz, portant sur des réserves estimées à environ 700 milliards de mètres cubes

de gaz et 560 millions de barils de pétrole brut. Ces contrats, signés sous la supervision du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, sont le fruit d'un appel d'offres international (Algeria Bid Round 2024) lancé fin 2024. Les accords ont été conclus avec huit compagnies internationales, couvrant cinq blocs d'exploration sur six, pour une durée de 30 ans, dont sept années dédiées aux activités d'exploration. L'investissement minimum engagé dépasse 606 millions de dollars. Toujours en Algérie, un contrat majeur a été conclu entre Sonatrach et Eni, portant sur l'explo-

tation du champ de Zemoul El Kbar, situé dans le bassin de Berkine, à l'est de Hassi Messaoud. Ce contrat, signé pour une durée de 30 ans renouvelable, prévoit des investissements à hauteur de 1,35 milliard de dollars, dont 110 millions dédiés à la recherche et à l'exploration durant les sept premières années. Il s'agit de l'un des plus importants contrats de partage de production signés dans le cadre du nouveau cadre législatif algérien, confirmant ainsi la position stratégique de l'Algérie sur le marché pétrolier international. par ailleurs et selon la même

source, les pays arabes ont maintenu une forte présence dans ce classement mensuel, avec d'importants accords signés en Égypte, en Irak et en Algérie, dans un contexte de reprise dynamique des projets d'exploration et de développement au cours du second semestre de l'année. L'Europe s'est également illustrée à travers un nouveau contrat lié au champ norvégien de «Johan Sverdrup», l'un des plus grands gisements pétroliers d'Europe occidentale, via d'importants investissements destinés à renforcer ses capacités de production.

MARCHÉ BOURSIER ALGÉRIEN

Une dynamique sans précédent au premier semestre 2025

Par Sirine R.

La Bourse d'Alger a connu une forte accélération de son activité durant le premier semestre 2025, traduisant l'intérêt croissant des investisseurs et la montée en puissance des réformes engagées dans le secteur financier. Les dernières statistiques publiées par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) montrent une croissance exceptionnelle des volumes d'ordres, tant à l'achat qu'à la vente, par rapport à la même période de 2024. Selon les données communiquées, le volume des ordres d'achat a atteint 9 806 341 titres au 1er semestre 2025, contre 2 830 738 durant la même période de 2024, soit une hausse spectaculaire de +246,42 %. De leur côté, les ordres de vente se sont établis à 19 056

544 titres, contre 6 494 690 titres à la même période en 2024, enregistrant une progression de +193,42 %. En matière d'évolution du volume transigé, les chiffres de la COSOB indiquent qu'il a enregistré une augmentation de +232,81 %, passant de 655 600 titres au premier trimestre 2024 à 2 181 874 titres à la même période en 2025. S'agissant de la valeur transigée, celle-ci a également enregistré une forte augmentation de +235,73 %, passant de 1 350 431 milles de DA au premier trimestre 2024 à 4 533 829 milles de DA en 2025. Cette évolution s'explique en grande partie par les introductions successives d'entreprises au cours de l'année écoulée, à l'image de la start-up Mostachir, de la Banque de Développement Local (BDL) ou encore de Tosityali Algérie, qui ont contribué à élargir le panel de

valeurs disponibles sur le marché. La progression du volume des ordres reflète également une évolution structurelle : l'élargissement de la base d'investisseurs. Selon la COSOB, le nombre total d'investisseurs en Bourse est passé de 13 000 à plus de 70 000 entre 2023 et 2025, preuve de l'attractivité croissante du marché. Cette dynamique est encouragée par la performance des produits financiers proposés (actions et obligations), par des incitations fiscales pour les émetteurs et les investisseurs, ainsi que par une plus grande transparence imposée aux entreprises cotées. S'agissant de la capitalisation boursière globale, elle a atteint 745 486 millions de DA, contre 500 000 millions en mars 2025. Le premier semestre a aussi été marqué par l'émission d'un emprunt obli-

gataire de 3 milliards de dinars par Arab Leasing Corporation (ALC), visé par la COSOB en janvier 2025, et par l'octroi du tout premier agrément à une plateforme de financement participatif (crowdfunding), opérée par la société YINVESTI. Cette évolution marque un tournant dans la volonté des autorités de diversifier les instruments de financement disponibles pour les entreprises. Les résultats enregistrés au premier semestre 2025 témoignent d'un changement d'échelle dans le développement du marché boursier national. Le pari de la modernisation et de l'ouverture semble aujourd'hui porter ses fruits, et la Bourse d'Alger s'impose progressivement comme un acteur central dans le financement de l'économie algérienne.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES SUR LES SITES WEB
L’ANPDP appelle les entreprises publiques et privées à se conformer

L' 'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) a invité, jeudi dans un communiqué, les entreprises publiques et privées à intégrer une politique de protection des données à caractère personnel sur leurs sites web, afin de renforcer le principe de transparence et de garantir le respect du droit des personnes à la protection de leurs données. "Afin de renforcer le principe de transparence et de garantir le respect du droit des personnes à la protection de leurs données personnelles lors de l'utilisation des services numériques fournis par des entreprises publiques et privées, l' 'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel invite ces entreprises à intégrer une politique de protection des données à caractère personnel sur leurs sites web", a précisé le communiqué. Cette mesure intervient en application des dispositions de la loi 18-07 du 10 juin 2018 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, modifiée et complétée par la loi 25-11 du 24 juillet 2025.La politique de protection des données à caractère personnel est "un document essentiel pour les sites web des organismes, qui explique comment ces derniers collectent, utilisent, stockent et protègent les données à caractère personnel", souligne l'ANPDP.

INTERNATIONAL MATHEMATICS COMPETITION FOR UNIVERSITY STUDENTS
L’Algérie brille lors d’une compétition internationale en Bulgarie

L'Algérie a brillé lors de la compétition internationale de mathématiques pour les étudiants universitaires (International Mathematics Competition for University Students) qui s'est récemment tenue en Bulgarie, en décrochant deux médailles d'argent, deux médailles de bronze et une mention honorable, a annoncé samedi le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Cet exploit a été réalisé grâce aux étudiants Meddah Ahmed Adnane, Merabet Yasser, Kenane Youcef, Benmelouka Mohamed Amir et Guerfi Choubila, de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) de Sidi Abdellah et de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène de Bab Ezzouar (USTHB) (Alger), selon la même source. La compétition a connu la participation de 73 universités internationales et 343 étudiants. A cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Bad-dari, a félicité, via son compte officiel sur les réseaux sociaux, les étudiants algériens lauréats de cette compétition internationale.

RENFORCEMENT DES LIGNES AÉRIENNES INTÉRIEURES

Lancement imminent d’un projet stratégique

Le ministre des Transports, Said Sayoud, a affirmé, samedi depuis la wilaya d’El-Oued, que l’entame de la mise en œuvre du renforcement des lignes aériennes intérieures, actuellement dans ses dernières retouches par les services centraux, interviendra dans les prochains jours. Le ministre, qui était accompagné du Directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafidh Bekhouche, a indiqué que les pouvoirs publics s’attèlent à la mise en œuvre de ce projet crucial, à travers l’augmentation du nombre de liaisons intérieures pour une "bonne prise en charge" des attentes du citoyen, plus particulièrement via l’augmentation du nombre de vols et l’ouverture de nouvelles dessertes, en adéquation avec les spécificités des régions, notamment celles du Sud. Le projet s’amorce avec la création d’une nouvelle compagnie aérienne de lignes intérieures, en application des instructions du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné le ministre des Transports, après avoir

écouté, à l’aéroport international Abdelkader Lamoudi, un exposé sur les réalisations du secteur des transports, ainsi que d’amples explications sur le projet d’extension de cette infrastructure aéroportuaire visant à mieux répondre aux exigences des voyageurs. Et de souligner que ce projet n’est possible qu’avec le renforcement de la flotte d’aéronefs du transporteur national Air-Algérie, raison pour laquelle, a-t-il dit, une première mesure a été prise d’intégration de la flotte de Tassili Airlines, composée de 15 appareils, dont sept (7) de grande capacité, en attendant la réception, à compter de septembre prochain, des premiers appareils parmi les seize (16) devant être importés pour améliorer les prestations de transport aérien de voyageurs. Concernant les démarches entreprises en prévision de l’ouverture de nouvelles lignes intérieures pour une bonne prise en charge des attentes des citoyens des différentes wilayas, notamment du Sud, M. Sayoud a fait état de correspondances adressées par ses services aux dif-

férentes walis pour les impliquer, ainsi que les parlementaires et les représentants de la société civile concernés par le transport aérien, en vue de connaître leurs suggestions à ce sujet. Sur un autre registre, plus précisément les doléances des opérateurs économiques concernant l’exportation de leurs produits, notamment les agriculteurs, le ministre des Transports a révélé la tenue prochaine d’une séance de travail regroupant les opérateurs économique et le directeur général d’Air-Algérie en vue de rechercher les mécanismes idoines d’exportation, par voie aérienne, de la production nationale et établir une feuille de route susceptible d’apporter les solutions appropriées à cette question. S’agissant du contrôle technique des véhicules, le ministre a mis l’accent sur la rigueur et le sérieux dans la prise en charge de la question, tout en couplant le volet sensibilisation au contrôle technique pour réduire les accidents de la circulation, qui ont connu une hausse entraînant des pertes humaines et matérielles importantes.

AFREXIMBANK

Le commerce intra-africain a enregistré une hausse de 12,4% en 2024

Les échanges commerciaux intra-africains ont connu une hausse significative en 2024 de 12,4 % pour atteindre environ 220,3 milliards de dollars, selon un rapport publié par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

ALGERIA STARTUP WORKSHOP & INVESTOR CONNECT
Participation de l’ambassade des États-Unis à Alger

L'ambassade des États-Unis à Alger a participé, mercredi dernier, à la clôture de l'atelier Algeria Startup Workshop & Investor Connect, organisé par le Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Microentreprises, Algeria Venture, et le U.S. Commercial Law Development Program, a annoncé l'ambassade dans un communiqué. Pendant quatre jours, les entrepreneurs ont bénéficié des conseils d'experts, ont affiné leurs plans d'affaires et ont présenté leurs idées à des investisseurs locaux, ajoute la même source, en indiquant que les startups jouent un rôle essentiel dans l'innovation et la croissance économique. « Nous souhaitons à tous les participants beaucoup de succès pour la suite ! », a-t-il conclu.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juillet 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	دج / كلف	دج / كلف	
		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	85	102	68	الطماطم	
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف	
	Ail sec	461	534	387	الثوم الجاف	
	Carotte	97	109	85	الجزر	
	Navet	150	163	137	لفت	
	Poivron	105	119	90	الفلفل الاخضر	
	Piment	123	139	107	الفلفل الحار	
	Courgette	109	123	94	الكوسة	
	Haricot vert	237	264	211	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	111	126	96	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	382	462	302	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	586	711	461	التمر	
	Banane	432	446	415	الموز	
	Melon	98	114	83	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	72	85	60	البطيخ الاحمر	
	Raisin	253	307	198	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1775	1904	1647	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	353	366	339	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	391,00	NC	0,00	-6,84	-7,17	6,90	8,95	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 429,00	1428,00	-0,07	-0,65	0,76	9,18	5,45	547	781 116,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,98	5,51	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,42	0,57	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,31	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,32	2,03	-	0	0,00

SITUATION DU MARCHÉ BANCAIRE ALGÉRIEN À FIN 2024

Les principaux constats et les défis à relever

Dans cette monographie du secteur bancaire algérien à la fin 2024, Rachid Sekak, économiste et ancien cadre dirigeant de banque, analyste et formateur en technique bancaire, dresse les principaux constats et soulève quelques-uns des questionnements découlant des évolutions observées. Cette monographie est organisée en deux parties : Une première partie traite des principales données et une seconde partie soulève quelques-uns des questionnements découlant des évolutions observées.



Par Rachid Sekak (*)

PREMIÈRE PARTIE : PRINCIPAUX CONSTATS

1-Un marché bancaire qui croît en 2024 moins vite que le taux d'inflation

Le total de bilan de la place bancaire algérienne est de 24.342 milliards de DZD à la fin de 2024 en hausse de 4.12 % par rapport à l'année précédente (23.379 milliards). Les évolutions de cet indicateur au cours des dernières années ont été les suivantes : 23.379 milliards en 2023 (+ 6.24 % par rapport à 2022) 22.004 milliards pour 2022 (hausse de 3.23 %), 19.301 milliards à la fin de 2021 et 15.943 milliards de DZD en 2020. La mobilité des bilans s'est ralentie en 2024 mais a été importante sur les cinq dernières années.

A noter que la hausse du total de bilan de la place a été moins forte que le taux d'inflation mesure par l'indice officiel de 4.80% affiche pour 2024.

La progression des bilans a été plus lente pour les banques publiques : + 3.50 % que pour les banques privées : + 8.49 %

Notre secteur bancaire reste néanmoins de taille relativement modeste à environ 180 milliards de dollars (24.342 milliards de DZD au taux de change observé à fin 2024 de 135.66 DZD/ us\$) Par ailleurs, la capitalisation de la place représente un peu moins de 68 % du PIB du pays (évalué à 35.788 milliards de DZD en 2024). Cet indice est supérieur à 120 % chez certains de nos voisins. Il est symptomatique d'une relative faiblesse de l'intermédiation bancaire dans notre pays.

2-Les sept banques publiques continuent largement de dominer le marché

Le total de bilan des 7 banques publiques (y inclus la banque nationale de l'habitat) est de 21.240 milliards de DZD. Celui des 13 banques étrangères

se situe à 3.102 milliards de DZD. Les banques publiques représentent donc 87.25 % du total de bilan de la place : une proportion en légère baisse par rapport à celle observée en 2023 qui s'affichait à 88 %. La plus petite banque publique hors BNL, la BDL, dispose d'un total bilan de 1.835 milliards de DA, plus de 3 fois supérieur à celui de la plus grande banque privée, société générale Algérie, qui laisse apparaître un bilan de seulement 510 milliards de dinars.

En 2024, la part des banques islamiques est en hausse à 2.91 % du total de bilan de la place. Elle était de 2.83 % en 2023, 2.45 % en 2022 et 2.70 % en 2021. A relever néanmoins sur ce segment un dynamisme plus fort chez Al Salam Bank en matière de taille de bilan (en hausse de 16.66 %) que chez El Baraka (+3.18 %). La taille de bilan de Salam Bank est depuis deux années supérieures à celle d'El Baraka et devient ainsi le leader sur ce segment. Pour mémoire, on observait à la fin de 2023 (les données pour 2024 ne sont pas disponibles) la même domination des banques publiques au niveau de la configuration des réseaux bancaires. Le réseau national était de 1649 agences : banques publiques : 1249 soit 75 % et banques privées : 400 soit 25 %. A noter qu'Algérie Poste dispose d'un réseau de 4209 points de vente et sera de ce fait un acteur important et incontournable de toute réforme bancaire et financière. Les structures dédiées à la finance islamique progressaient en 2023 : 89 agences soit 5.39 % en hausse sensible par rapport au 3.32 % de l'exercice 2022.

L'efficacité des fenêtres islamiques et agences dédiées est néanmoins questionnable. Il a été observé qu'elles ne permettent pas pour l'instant le déploiement optimal de la ressource collectée.

3-Une évolution des bilans qui cache des évolutions contradictoires très significatives : cinq points sont à relever

Point 1 : une hausse des dépôts de la clientèle de 9.98 %

En 2024 sensiblement supérieure à la hausse observée en 2023 de 4.08% mais inférieure aux 15.64 % observés en 2022. Cette évolution trouve notamment sa genèse dans la hausse des dépôts chez la BEA de 19.31% en 2024 (plus 700 milliards). Cette forte volatilité propre à la BEA est fortement liée aux dépôts tirés du secteur des hydrocarbures. Les dépôts de la clientèle chez les banques publiques s'élèvent à 14.304 milliards (85.33 % des dépôts globaux) et ceux chez les banques privées portent sur 2.458 milliards (14.66 % du global). Pour les banques publiques, la hausse des dépôts s'affiche à 9.94 %. La collecte des ressources par les banques privées a été légèrement plus efficace avec une

hausse de 10.22 %.

A noter la structure des dépôts en monnaie locale qui était affichée dans le rapport pour 2023 de la Banque d'Algérie (les données 2024 ne sont pas encore disponibles):

- Dépôts à vue : 43.78 %

- Dépôts à terme : 50.81 %

- Dépôts liés à des garanties : 5.39 %

Les banques publiques collectaient plutôt des dépôts à terme (53.85 % de leurs dépôts) alors que les banques privées collectaient plutôt des dépôts à vue (59.54 % de leurs dépôts).

La Banque d'Algérie relevait aussi que 40.06 % des ressources provenaient du secteur public et 59.94 % du secteur privé. Grosso modo, la provenance des dépôts était la suivante : 40 % des dépôts proviennent des ménages, 20 % des entreprises privées et un peu plus de 40 % des entreprises et organismes publics. Pour mémoire, les dépôts auprès d'Algérie Poste portaient sur 1348 milliards de DZD à fin 2023.

A relever l'importance des dépôts de devises à la fin de 2023 : 907.10 milliards de DZD soit environ 6.75 milliards de us\$ au taux de fin 2023. Ces dépôts étaient néanmoins en baisse sensible par rapport aux données affichées à fin 2022 : 1021.70 milliards de dinars soit 7.44 milliards de us\$. Les dépôts de devises ont donc diminué d'environ 690 millions de us\$. Il serait intéressant de connaître la destination sous-jacente à cette baisse. Les données pour 2024 ne sont pas encore disponibles.

Les dépôts tirés de la finance islamique étaient globalement de 680 milliards de dinars à la fin 2023 soit une hausse de 22.60 % par rapport à 2022, dont environ 540 milliards au niveau des deux banques islamiques de la place soit environ 80 % des dépôts globaux. En 2024, la hausse des ressources de la clientèle collectées par les deux banques islamiques est de 12.24 % à près de 602 milliards DZD.

Point 2 : Les prêts à la clientèle continuent de progresser en 2024 comme en 2023 après la stagnation de 2022

On observe que les prêts à la clientèle sont en hausse de 4.39 % (en contexte d'inflation évaluée à 4.80%) en 2024. Les banques publiques participent à hauteur de 83.40 % à ces crédits à la clientèle et les banques privées pour 16.60 %. La hausse des crédits à la clientèle chez les banques publiques a été de 3.49 % avec un dynamisme plus grand de 9.18% chez les banques privées. A noter que les encours de crédit à la clientèle de la BEA sont en hausse sensible de 10 % après la baisse de 1 % en 2023 et celle de 8.53 % observée sur l'exercice 2022. La relance semble effective dans cette banque. On observe par ailleurs des évolutions différenciées

entre les banques.

Les prêts de la BNA sont en hausse de 11.68 %. Ceux de la BADR sont stables. La BDL progresse de 8.18 % et la CNEP de 3.42 %. L'activité de crédit est en baisse sensible aux guichets du CPA (- 15.50%) et de la CNEP (+3.42 %).

Après une année 2022 où nous avons pu relever une hausse des dépôts suite à l'amélioration du prix des hydrocarbures ne se traduisant pas par une hausse de l'activité de crédit. (à suivre) Nous constatons en 2024 la continuité d'une relative relance de l'activité de crédit après celle observée en 2023. La Banque d'Algérie dans son rapport pour l'année 2023 note que 58.32 % des crédits sont orientés vers le secteur privé et 41.68 % vers le secteur public.

Les banques publiques financent la quasi totalité des crédits au secteur public mais aussi les 3/4 des crédits au secteur privé. Les banques privées sont absentes des crédits au secteur public et contribuent à hauteur de 25 % du montant des crédits au secteur privé.

Point 3 : Une évolution sensible de la composition de l'actif des banques

Pour les banques publiques, la dichotomie observée ces dernières années entre la hausse des bilans et la relative stagnation des crédits à la clientèle s'est traduite notamment par une présence plus marquée dans les bilans bancaires d'actifs sur l'administration centrale (obligations, bons du trésor et obligations assimilables). Ceci découle notamment du déploiement du programme spécial de refinancement qui s'est traduit par un rachat aux banques publiques en 2021 et 2022 par le trésor des crédits syndiqués en contrepartie d'obligations à concurrence de 2.599 milliards de DZD (source Banque d'Algérie). Depuis 2019, la taille des portefeuilles de valeurs d'état détenus par nos banques publiques a progressivement cru et représente à présent une part très significative de leurs bilans.

Au total, les banques de la place détiennent 8.303 milliards de DZD en titres du trésor soit en moyenne 34.10 % du total de leurs bilans. Les banques jouent donc un rôle de plus en plus important dans le financement du déficit des finances publiques : 7.685 milliards sont détenus par les banques publiques et 618 milliards par les banques privées. Pour rappel le montant des titres du trésor et assimilables détenus par nos banques publiques était de 6788 milliards en 2023 (33.08 % du total bilan), de 5943 milliards de dinars à fin 2022 (30.68 % du total de bilan).

(A suivre)

(*) Economiste et ancien cadre dirigeant de banque, analyste et formateur en technique bancaire

ORAN

Réception
attendue de
plusieurs structures
éducatives

La wilaya d'Oran prévoit la réception de plusieurs infrastructures éducatives à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de l'Education. Parmi les projets en cours de réalisation à travers différentes communes de la wilaya, récemment inspectés par les autorités locales, figurent trois lycées d'une capacité variant entre 800 et 1.000 places pédagogiques, situés respectivement au niveau du site des 1.201 logements publics locatifs dans la commune de Bir El-Djir, au quartier des 2.000 logements du pôle urbain de Belgaïd (dans la même commune), ainsi qu'un autre lycée à Benfreha. Le secteur sera également renforcé par deux CEM aux sites 1 et 2 du quartier des 2.000 logements AADL du pôle urbain "Chahid Ahmed Zabana", lesquels contribueront de manière significative à réduire la surcharge des classes, a-t-on indiqué. Pour la prochaine rentrée scolaire également, il est également prévu la réception d'une école primaire au douar Boudjemâa, ainsi que de deux groupes scolaires, l'un au quartier Mohamed-Boudiaf dans la commune de Hassi Bounif, et l'autre au quartier des 800 logements dans la commune de Sidi Benyekba. Pour rappel, la wilaya d'Oran dispose au total de plus de 900 établissements scolaires, dont 613 écoles primaires, 197 CEM et 93 lycées.

TIPASA

Cérémonie aux pensionnaires des
établissements pénitentiaires lauréats
du baccalauréat et du BEM

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a présidé samedi à l'établissement pénitentiaire de Koléa (Tipasa), une cérémonie en l'honneur des pensionnaires ayant obtenu les meilleurs résultats au baccalauréat et au Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session de juin 2025.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a souligné l'augmentation significative du nombre de détenus ayant obtenu le baccalauréat pour l'année scolaire 2024-2025, soit une hausse de 11,75% par rapport à l'année précédente. Au total, 4441 détenus sur les 5907 candidats ont obtenu le baccalauréat, ce qui correspond à un taux de réussite de 75,18 %. Il a estimé que ces résultats témoignaient de l'efficacité de la politique de l'Etat en matière de rééducation, de réhabilitation et de réinsertion, grâce à une série de programmes éducatifs, religieux, spor-

tifs, culturels et de formation impliquant plusieurs départements ministériels. Concernant l'examen du BEM, les établissements pénitentiaires ont enregistré la réussite de 2268 détenus sur les 4164 candidats, soit un taux de réussite de plus de 54 %. Selon le ministre, ce résultat souligne le rôle important joué par les différents programmes d'éducation et de formation dans le secteur pénitentiaire, qui touchaient 45.461 détenus inscrits à des programmes d'alphabétisation, d'enseignement à distance (les trois paliers) ou d'enseignement supérieur. Il a également souligné que la demande

croissante pour ces programmes avait contribué à l'augmentation du nombre de détenus ayant réussi divers examens et obtenu des diplômes dans le cadre de la formation professionnelle et artisanale. Ceci a permis d'accroître le nombre de bénéficiaires de la mesure de libération conditionnelle, qui a concerné 13.994 détenus entre janvier et juillet. Il a également indiqué que 27.197 détenus avaient bénéficié de la libération conditionnelle en 2024, soulignant ainsi l'efficacité de ce dispositif dans la mise en œuvre de la politique de réinsertion et de lutte contre la récidive.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Un campement d'été des SMA à la forêt Boumergued

Le camp d'été des Scouts musulmans algériens (SMA) est organisé depuis jeudi à la forêt Boumergued de la wilaya de Bordj Bou Arreridj au profit de 50 enfants. Organisé à l'initiative du groupe Malika-Gaïd des anciens SMA de Bordj Bou Arreridj sous le slogan "par nos valeurs, nous créons notre excellence", ce camp comprend plusieurs

activités pédagogiques et de divertissement du scoutisme qui renforcent l'esprit de coopération et de discipline, a indiqué à l'APS le commandant du camp Cherif Senoussi. Le programme de ce camp de trois jours comprend également des chants scouts, l'initiation aux activités scoutistes dont l'utilisation des cordes, en plus d'activités sportives, de jeux collectifs, d'activités

culturelles, le nettoyage de la forêt et l'exploration de la région, selon la même source. L'objectif du camp est d'ancrer chez cette jeune génération les valeurs nobles du scoutisme dont le sens de la responsabilité et de service de la société, a ajouté le même cadre qui a salué le soutien de la direction de la jeunesse et des sports et des autres partenaires. De son

côté, la petite participante Naila a exprimé sa joie de participer à cette expérience qui lui permettra sûrement d'apprendre à compter sur soi, travailler en groupe et relever des défis. Le camp est organisé en coordination avec la Direction locale de la jeunesse et des sports et la Ligue de wilaya des activités de plein air, de loisirs et d'échange de jeunes.

FORMATION PROFESSIONNELLE À TISSEMSILT

Plus de 4.100 nouvelles places pédagogiques pour la session d'octobre

Plus de 4.130 nouvelles places de formation ont été ouvertes dans la wilaya de Tissemsilt en prévision de la rentrée professionnelle de la session d'octobre 2025, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). La cheffe du service de suivi de la formation et de l'enseignement, Hadjila Mazouz, a précisé que ces nouvelles places, réparties à travers les 12

établissements de formation de la wilaya, concernent les modes de formation par apprentissage, présentielle, à distance, en milieu pénitentiaire et dans des établissements privés agréés par l'Etat, en plus de la formation qualifiante destinée aux personnes ayant un faible niveau scolaire, aux personnes alphabétisées et aux femmes au foyer. S'agissant des spécialités de formation proposées par le secteur, la même source a indiqué qu'elles cou-

vrent plus de 10 filières professionnelles, offrant des formations adaptées aux besoins du marché du travail local, notamment dans les domaines du bâtiment, des travaux publics et de l'agriculture. La même responsable a également fait état de l'introduction de deux nouvelles spécialités pour la session d'octobre 2025, à savoir la production de matières grasses à l'Institut de formation professionnelle de la commune de Khemisti en

mode apprentissage, ainsi que l'installation et la réparation d'appareils de télécommunication en mode présentiel au Centre de formation et d'apprentissage de la commune d'Amari. Il est à rappeler que les inscriptions pour la prochaine session ont été ouvertes le 27 juillet dernier et se poursuivront jusqu'au 27 septembre, tandis que l'opération de sélection et d'orientation se déroulera du 28 au 30 septembre.

BOUMERDÈS

Le secteur de l'éducation renforcé par une soixantaine de projets
avant la fin 2025

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Boumerdès sera renforcé par une soixantaine de nouveaux projets, dont certains seront réceptionnés à la prochaine rentrée scolaire et le reste d'ici la fin de l'année 2025, a indiqué samedi le directeur de la programmation et du suivi budgétaire de la wilaya, Sofiane Bouhraoua. Dans une déclaration à l'issue des travaux du conseil exécutif de la wilaya consacrés à la prochaine ren-

trée scolaire (2025-2026), M. Bouhraoua a expliqué que ces projets permettraient d'améliorer et de moderniser les conditions de scolarisation et d'alléger la surcharge que connaissent certains établissements scolaires". Le responsable a affirmé que le taux d'avancement des travaux "varie d'un projet à l'autre" et qu'ils devraient "être achevés dans les délais impartis, par phases, à compter de la prochaine rentrée scolaire ou avant la fin de l'an-

née en cours". Selon la même source, les projets les plus importants comprennent 37 groupes scolaires, 12 Collèges d'enseignement moyen (CEM) et 9 lycées. Le secteur prévoit également la réalisation de 95 classes d'extension dans toute la wilaya, dont 66 pour le primaire, 20 pour le moyen et 9 pour le secondaire, ainsi que la construction de trois (03) unités de dépistage et de suivi sanitaire, de quinze (15) cantines scolaires, d'un

espace de restauration (régime de demi-pension) pour le secondaire, et cent-vingt (120) cours de récréation et de terrains en gazon artificiel. Ces projets de développement s'ajoutent à d'autres entrés en service entre 2024 et 2025. Les plus importants de ces projets comprennent 22 groupes scolaires, deux CEM et un lycée, ainsi que 43 classes d'extension pour les trois niveaux d'enseignement, toujours selon la même source.

Timide éclaircie pour l'économie française

La croissance s'est établie à 0,3 % au deuxième trimestre, selon l'Insee. Les investissements ont encore chuté.

Par Eric Albert

L'économie française a été plus résiliente qu'attendu au deuxième trimestre 2025. La croissance du produit intérieur brut (PIB), publiée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), mercredi 30 juillet, a été de 0,3 %, après 0,1 % au premier trimestre. Il s'agit de la meilleure performance trimestrielle depuis le troisième trimestre 2024. « Une bonne nouvelle », s'est félicité le ministre de l'économie, Eric Lombard, mercredi matin sur RTL. « Le 0,3 % de croissance qu'on a au deuxième trimestre montre bien, alors que les droits de douane s'appliquaient déjà, que les entreprises résistent [au choc de l'offensive commerciale]. » Ce n'est pas vraiment ce que montrent les statistiques. La demande intérieure finale, qui comprend la consommation des ménages et les investissements des entreprises, est nulle au deuxième trimestre, après un léger recul de 0,1 % au premier trimestre. L'économie française intérieure a donc été atone sur l'ensemble du premier semestre. « Les chiffres ne sont pas bons, la demande n'est pas terrible, la consommation se stabilise », estime Maxime Darnet, économiste à Allianz Trade. « Il n'y a pas d'impulsion forte [de l'économie française] », confirme Stéphane Colliac, économiste à BNP Paribas.

Epargne inhabituelle

Le seul élément vraiment positif vient... des stocks des entreprises, dont la contribution à la croissance a été de 0,5 point. « Ce sont avant tout les stocks qui expliquent la croissance du deuxième trimestre », souligne Marie Leclair, qui dirige le département des comptes nationaux à l'Insee. Quant au commerce extérieur, il a pesé négativement sur la croissance, avec des importations qui ont augmenté plus vite (+ 0,8 %) que les exportations (+ 0,2 %). Le léger rebond de la croissance au deuxième trimestre tient donc avant tout à des éléments techniques. Il devrait cependant permettre à la croissance de dépasser légèrement la prévision de l'Insee de 0,6 % en 2025, pour atteindre peut-être 0,7 %, estime Marie Leclair. Dans le détail, la consommation des ménages reste médiocre, en hausse de 0,1 % après une baisse de 0,3 % au premier trimestre. Cette légère amélioration est d'ailleurs en trompe-l'œil, parce qu'elle est partiellement portée par la consommation alimentaire. En effet, Pâques est tombée en avril, comptant donc pour le deuxième trimestre, alors qu'elle était en mars en 2024, donc au premier trimestre. La seule vraie bonne nouvelle est un fort rebond du secteur des services (+ 0,6 %), et en particulier de l'hôtellerie et de la restauration. L'un dans l'autre, les Français semblent continuer à broyer du noir. « Le pessimisme reste fort en France et on le voit dans le taux d'épargne, toujours très élevé », souligne Stéphane Colliac. Depuis la sortie de la pandémie et le choc de l'inflation, qui a très fortement réduit le pouvoir d'achat, les Français sont assis sur

une épargne inhabituelle. Au premier trimestre, ils mettaient de côté 18,8 % de leurs revenus, presque 3 points de plus que la moyenne d'avant le Covid-19. Depuis des mois, les économistes attendent une « normalisation » de ce bas de laine de précaution, mais celle-ci ne se matérialise pas. Après le choc de l'inflation de 2023, la crise politique française qui a suivi la dissolution de l'Assemblée nationale et les longues incertitudes qui ont entouré le budget fin 2024 ont poussé une nouvelle fois à la prudence. « La baisse du taux d'épargne est la plus grosse question de l'économie française, explique Maxime Darnet. Je croyais à une normalisation de ce taux, mais le contexte demeure très morose et ne va pas dans ce sens. » Stéphane Colliac partage ce pessimisme : « Il n'y a pas de raison que le taux d'épargne baisse beaucoup. »

Effet de décalage

Tous les deux craignent une nouvelle crise politique à la rentrée, quand l'Assemblée nationale entrera dans le dur du budget 2026. Le premier ministre, François Bayrou, qui veut réduire le déficit à 4,6 % du PIB en 2026, a présenté les grandes lignes de son plan d'économies mi-juillet, mais a fait face à une fin de non-recevoir de la grande majorité des partis politiques. En attendant, l'économie française du deuxième trimestre a paradoxalement – et temporairement – bénéficié de la crise politique. Le budget ayant été adopté seulement début février, avec un fort retard,

les comptes de la nation enregistrent un effet de rattrapage : les dépenses des administrations publiques ont progressé de 0,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'un simple effet de décalage, qui ne se reproduira pas. Du côté des droits de douane, l'impact sur la croissance française reste pour l'instant difficile à discerner. « La France n'est pas un gros partenaire commercial des Etats-Unis et elle est plutôt exposée indirectement, via ses exportations vers l'Allemagne ou l'Italie, qui réexportent ensuite vers les Etats-Unis », rappelle Stéphane Colliac. Pour mémoire, la France a exporté en 2024 pour 47 milliards d'euros de marchandises vers les Etats-Unis, trois fois et demie moins que l'Allemagne et presque deux fois moins que l'Irlande. « On était à 10 % de droits de douane avec les Etats-Unis, après l'accord, on passe à 15 %, c'est gérable, ajoute Maxime Darnet. L'économie française n'est pas très exposée, alors que ce sera plus compliqué pour l'Allemagne. Par ailleurs, la valeur de l'euro, qui a augmenté de plus de 10 % face au dollar, se rajoute aux droits de douane. » L'un dans l'autre, l'économie tricolore au deuxième trimestre confirme l'image générale d'une conjoncture médiocre, qui décroche par rapport au reste de l'Europe. « Au total, on prévoit 0,6 % de croissance pour la France en 2025, contre 1,2 % dans la zone euro, conclut Stéphane Colliac. C'est notable, alors que, d'habitude, la France est dans la moyenne européenne. »

Source : Le Monde.fr publié le 31/07/2025

«Pendant que l'Occident regarde ailleurs, la Chine gagne la partie»

Par Xavier Dalloz (*)

À travers la 5G, l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, ou encore la diplomatie des infrastructures, la Chine tisse une toile d'influence globale. Ce basculement géopolitique, discret mais profond, pourrait marquer l'avènement d'un « siècle chinois ». Face à cette dynamique, l'Europe doit réagir stratégiquement pour ne pas perdre pied dans le nouvel ordre mondial. La Chine n'est plus simplement une puissance émergente. Elle devient progressivement le cœur d'un nouvel ordre mondial, fondé sur l'innovation technologique, la projection économique globale et une vision stratégique de long terme. Tandis que l'Occident s'essouffle à défendre un ordre hérité de l'après-guerre, Pékin, lui, avance méthodiquement, sans fracas, mais avec constance, construisant les conditions d'une domination structurelle. Pour les dirigeants économiques, ignorer ce basculement serait une faute stratégique majeure. L'expression de « siècle chinois » incarne plus qu'un slogan géopolitique : elle suggère l'avènement d'un XXI^e siècle où la Chine, forte de son potentiel économique, technologique et diplomatique, dépasse les Etats-Unis et redessine les équilibres globaux. Ce repositionnement chinois s'est opéré discrètement mais profondément. Plutôt que de réagir frontalement à la guerre commerciale lancée par Washington, Pékin a choisi la voie de la consolidation stratégique.

Alors que les tensions douanières entre les États-Unis et la Chine monopolisaient l'attention médiatique, Pékin poursuivait en réalité un agenda stratégique beaucoup plus ambitieux. Loin des projecteurs, la Chine consolidait ses positions sur plusieurs fronts technologiques, industriels et diplomatiques essentiels à sa montée en puissance globale. Premier front : le déploiement de la 5G. Alors que les discussions publiques étaient dominées par les taxes à l'importation, la Chine installait silencieusement l'infrastructure numérique de demain. Grâce à des géants comme Huawei et ZTE, elle a rapidement pris l'ascendant sur ses concurrents en déployant des réseaux 5G sur l'ensemble de son territoire, mais aussi à l'étranger, notamment en Afrique et en Asie. Ce contrôle sur l'ossature des communications numériques mondiales lui offre un levier stratégique décisif, à la fois économique et sécuritaire. Deuxième front : l'intelligence artificielle. Pékin a fait de l'IA une priorité nationale. Avec son plan "China AI 2030", la Chine investit massivement dans la recherche, les infrastructures de calcul, et l'application de l'intelligence artificielle dans tous les domaines - de la santé à la sécurité, en passant par les services publics. En combinant une immense quantité de données, une politique centralisée d'investissement et une absence relative de contraintes éthiques, elle se positionne en véritable concurrent des États-Unis pour la suprématie algorithmique mondiale. Troisième front : les semi-conducteurs.

Consciente de sa dépendance vis-à-vis des technologies américaines et taïwanaises, la Chine a engagé une course à l'autonomie dans la production de puces électroniques. En investissant des centaines de milliards de yuans et en soutenant des acteurs nationaux comme SMIC, Pékin cherche à maîtriser cette brique technologique essentielle à tous les secteurs d'avenir : intelligence artificielle, défense, télécommunications, automobile. Quatrième front : la diplomatie des infrastructures. À travers son projet phare des "Nouvelles Routes de la Soie" (Belt and Road Initiative), la Chine redessine les flux économiques mondiaux. En finançant et construisant des ports, des chemins de fer, des autoroutes, mais aussi des réseaux numériques dans des dizaines de pays, elle tisse un réseau d'interdépendances profondes. Cette stratégie ne repose pas sur la conquête militaire, mais sur l'investissement et la logistique. Cinquième front : la constitution d'un nouvel ordre économique. La Chine ne se contente plus de jouer dans le système établi par l'Occident - elle s'efforce d'en créer un autre. En s'associant avec les BRICS, en menant le plus grand accord commercial du monde (RCEP), en multipliant les partenariats stratégiques en Afrique et en Amérique latine, elle bâtit une sphère d'influence alternative. Ainsi, pendant que les États-Unis et l'Europe débattaient de droits de douane et de déficits commerciaux, la Chine avançait avec méthode sur les véritables terrains de la puissance structurelle. Cette progression

n'a rien de spectaculaire ni de tapageur. Elle est patiente, méthodique, silencieuse — mais potentiellement irréversible. Ce basculement géopolitique n'a rien de spectaculaire. Il s'opère sans fracas, de manière discrète mais irrémédiable. Il prend forme à travers des investissements stratégiques massifs en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il se manifeste par la création d'institutions financières alternatives au FMI et à la Banque mondiale, par l'internationalisation progressive du yuan, et par le déploiement d'un écosystème technologique complet, pensé pour échapper aux dépendances occidentales. Face à cette dynamique, les initiatives d'innovation portées par l'Europe doivent impérativement produire un avantage concurrentiel durable. Cela ne pourra se faire uniquement par des aides publiques ou des subventions ponctuelles. Elles doivent s'appuyer sur une véritable planification technologique stratégique, cohérente et visionnaire. Cette planification devra atteindre un niveau de sophistication supérieur à celui de la Chine, intégrant la maîtrise des chaînes de valeur, l'anticipation des ruptures scientifiques et la capacité à structurer des écosystèmes d'innovation pérennes.

(*)Président du cabinet Xavier Dalloz Consulting (XDC), spécialisé dans le conseil stratégique sur l'intégration des nouvelles technologies dans les entreprises

Source : La Tribune.fr publié le 01/08/2025

TUNISIE

Le Tunindex en baisse

La tendance boursière a été tirée vers le bas sur la semaine du 28 juillet au 1er août 2025. Le marché a enregistré une régression à la suite du recul de son indice phare TUNINDEX de 0,2% à 11851,41 points, ramenant sa performance annuelle à 19,8%.

Au fait, la dernière semaine du mois de juillet a connu un certain ralentissement du rythme des échanges. Une enveloppe de 25,4 millions de dinars (MD) a été mobilisée sur le marché. Il est à noter, à cet effet, que le marché des actions a connu la réalisation d'une transaction de bloc sur le titre ARTES pour 3 MD.

Le titre SIPHAT s'est offert la meilleure performance de la cote. L'action de la société s'est appréciée de 10,5% à 4,200 dinars (D) sachant que la valeur a drainé un flux réduit de mille dinars sur la semaine. L'action STA a figuré parmi les valeurs les plus performantes de la semaine. Elle a enregistré une progression de 10% à 29,040 D tout en mobilisant 545 mille dinars.

En dépit de la réalisation de bénéfices, le titre MPBS a terminé la semaine sur une note négative. L'action a reculé de 10,5% à 7,790 D, dans de modestes volumes d'échanges de 152 mille dinars.

La valeur POULINA GROUP HOLDING a été en tête des échanges sur la semaine. L'action s'est située à 15,500 D, en alimentant le marché avec des capitaux de près de 5 MD.

OFFICE PLAST – Au terme du premier semestre 2025, le chiffre d'affaires relatif au premier semestre 2025 a enregistré une baisse de 6% par rapport à la même période de 2024.

La valeur des investissements au premier semestre 2025 est de 657,4 mille dinars soit une hausse de 63% par rapport à la même période de l'exercice 2024 alors que l'endettement s'élève à 19,15 MD au 30 juin 2025 contre 21,43 MD au 30 juin 2024 soit une baisse de 12%.

TUNISAIR – Les indicateurs d'activité au 30 juin font état d'une hausse de 0,5% du nombre de passagers transportés durant le 2ème trimestre 2025 soit 660 802 passagers au lieu de 657 334 en 2024.

EGYPTE

Catalyst Partners finalise deux acquisitions dans la fintech et les services non bancaires

L'opération s'inscrit dans une stratégie visant à bâtir une plateforme intégrée de services financiers non bancaires dans la zone MENA. Elle marque une nouvelle étape dans le développement des sociétés d'acquisition à vocation spéciale (SPAC) en Egypte.

Catalyst Partners Middle East (CPME), premier véhicule d'acquisition à vocation spéciale (SPAC) autorisé sur le marché égyptien, a annoncé avoir obtenu l'approbation de son assemblée générale extraordinaire pour l'acquisition de deux entreprises. Il s'agit de Qardy for Digital Applications, spécialisée dans les solutions de financement numérique (crédit automatisé, paiements mobiles, etc.) et Catalyst Partners Holding, un acteur du secteur des services financiers non bancaires.

La transaction, structurée sous forme d'échange d'actions, représente une valeur totale de 2,8 milliards de livres égyptiennes (56,3 millions \$), selon une évaluation du cabinet BDO Keys Financial Consulting. A travers cette double acquisition, CPME qui est une SPAC créée pour acheter d'autres sociétés, envisage de construire une plateforme complète de services financiers non bancaires, en combinant les solutions numériques de financement de Qardy avec les ex-

pertises en crédit-bail, affacturage et investissement de Catalyst Holding. Cette stratégie vise à répondre aux besoins de financement des entreprises de toutes les tailles. Cela contribue aussi à la digitalisation du secteur financier égyptien.

Cette opération marque une étape majeure dans la stratégie d'expansion de CPME au niveau local et régional. L'objectif est de bâtir un groupe financier non bancaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), centré sur la fintech, l'innovation financière, l'accès au financement alternatif et l'investissement direct.

Le conseil d'administration de Catalyst a souligné que cette consolidation vise à renforcer les synergies entre les différentes entités du groupe, à accroître leur efficacité opérationnelle et à soutenir le développement de produits financiers innovants. L'ambition est de positionner CPME comme un acteur de référence dans les services financiers non bancaires, capable d'accompagner la crois-

sance de l'économie égyptienne tout en s'alignant sur les meilleures pratiques internationales. Cette opération donne une visibilité importante au modèle SPAC, encore nouveau sur le marché égyptien. Elle pourrait encourager d'autres investisseurs à créer des véhicules similaires pour financer des projets dans des secteurs en croissance (fintech, santé, énergie).

En Egypte, le modèle SPAC est encore au stade expérimental. C'est une société sans activité commerciale, créée dans le but de lever des fonds en bourse pour acquérir une entreprise privée.

L'Autorité de régulation financière égyptienne (FRA) a introduit un cadre juridique pour les SPAC en novembre 2021, avec pour objectifs de stimuler l'investissement dans les start-up et les fintech, d'attirer de nouveaux types d'investisseurs. Le développement de ce modèle dépendra du succès des premières opérations, du climat boursier et de l'appétit des investisseurs.

MAURITANIE

La production de la mine d'or Tasiast en baisse de 20% à la mi-2025

Avec une production de 622 394 onces d'or en 2024, la mine Tasiast a représenté environ 29% de la production globale de son opérateur Kinross Gold. La société s'attend toutefois à une baisse des volumes cette année, en raison d'une phase de transition entamée sur le site.

Tasiast, la plus grande mine d'or de Mauritanie, a livré un total de 256

870 onces au premier semestre 2025. Cette donnée tirée du rapport semestriel publié par son opérateur canadien Kinross Gold le mercredi 30 juillet, représente une baisse de 20% en glissement annuel par rapport aux 320 828 onces enregistrées à la même période en 2024.

« À Tasiast, la production a diminué d'un trimestre à l'autre et d'une année à l'autre, en raison de teneurs et

de débits inférieurs. Les taux de récupération plus élevés, résultant de plusieurs initiatives d'optimisation de l'usine, ont été partiellement compensés par des teneurs inférieures prévues d'une année à l'autre » peut-on lire dans le document consulté par Agence Ecofin.

Cette baisse reste néanmoins dans les normes des plans de production de Kinross pour 2025, exercice où

elle vise une production de 500 000 onces à Tasiast, contre 622 394 onces en 2024. Une projection qu'elle attribue à une phase de transition minière en cours sur le site, marquée par des teneurs de minerai plus faibles. Un rebond de la production au-dessus de la barre des 600 000 onces est toutefois attendu d'ici 2028.

ARABIE SAOUDITE

Lean Technologies est prêt à capitaliser sur l'essor de la finance ouverte

Lean Technologies se prépare à saisir de nouvelles opportunités alors que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis déploient des réformes réglementaires majeures prêtes à transformer le paysage des services financiers de la région. Avec l'introduction de services d'initiation de paiement et de cadres financiers ouverts prévue au cours des 18 prochains mois, l'entreprise entre dans une phase charnière de ses efforts pour construire l'infrastructure numérique qui sous-tend l'innovation financière dans tout le Golfe.

"Nous nous concentrons actuellement sur le déploiement des deux mises à jour réglementaires", a déclaré Hisham Al-Falih, PDG de Lean Technologies, dans une interview accordée à Arab News.

"Il s'agit de deux opportunités massives que nous attendons depuis le début", a-t-il ajouté, en faisant référence au déploiement prochain de la finance ouverte aux Émirats arabes unis et des services d'initiation de paiement en Arabie saoudite.

Fondée en 2019, Lean Technologies a entrepris de combler les lacunes en matière d'infrastructures critiques qui ont longtemps étouffé l'innovation fintech dans toute la région.

Al-Falih, qui est revenu en Arabie saoudite après plusieurs années passées dans la Silicon Valley, a été frappé par le manque de services financiers numériques dans un marché marqué par une forte pénétration du mobile, une population jeune et un écosystème de capital-risque en pleine croissance.

"Il y avait une grande lacune sur le marché lorsqu'il s'agissait d'accéder aux données des consommateurs et aux capacités de paiement de pointe", a-t-il déclaré.

L'offre principale de Lean permet aux entreprises d'accéder aux données bancaires autorisées par les consommateurs et aux services de paiement en temps réel dans un cadre entièrement réglementé.

La société collabore étroitement avec les régulateurs et les institutions financières

pour fournir une connectivité sécurisée et conforme qui supporte une variété d'applications - de l'onboarding et de l'évaluation du crédit au traitement des paiements et à la vérification des comptes.

Depuis sa création, Lean a établi des partenariats avec plus de 300 entreprises clientes et institutions financières dans les Émirats arabes unis et en Arabie saoudite. Elle gère actuellement un volume de transactions de plus de 2 milliards de dollars et prévoit d'atteindre un volume annualisé de 2 milliards de dollars dans les seuls Émirats arabes unis d'ici la fin de l'année.

La dynamique de Lean a été renforcée par un tour de table très médiatisé en 2023, ce qui porte le total des capitaux levés à plus de 100 millions de dollars depuis la création de l'entreprise. Le dernier tour de table comprenait un investissement de 67,5 millions de dollars mené par des investisseurs mondiaux tels que Sequoia Capital, General Catalyst et Bain Capital Ventures.

LIBERIA

L’Etat reprend la main face aux difficultés d’approvisionnement en carburant

N’étant jusque-là impliqué que dans le stockage et la supervision des flux pétroliers, le Liberia importe tous les produits pétroliers dont il a besoin principalement via le port de Monrovia. Cet approvisionnement repose principalement sur des acteurs privés.

Au Liberia, l’importation et la distribution de produits pétroliers destinés au marché domestique seront désormais assurées par l’État à travers sa Liberia Petroleum Refining Company (LPRC). Jusqu’à présent, cette fonction était assurée par des opérateurs privés comme Conex Oil & Gas Holdings, entrés sur le marché libérien après le retrait du groupe français TotalEnergies en 2020. La décision officialisée jeudi 24 juillet, fait de la LPRC « le principal importateur » de carburants du pays. Elle vise à mettre un terme aux ruptures d’approvisionnement et à contenir la volatilité des prix observée ces derniers mois. En effet, la mesure intervient dans un

contexte de forte tension sur le marché local. Selon des données de la LPRC, le prix de l’essence à la pompe est passé de huit cents dollars libériens (3,74 dollars américains) à huit cent trente dollars libériens (3,88 dollars américains) le gallon. Des chiffres de GlobalPetrolPrices indiquent que le prix était encore de six cent quatre-vingts dollars libériens (3,18 dollars américains) en janvier 2025. Ceci représente une augmentation cumulée de 22 % sur six mois. D’après les autorités, cette flambée illustre les tensions récurrentes sur l’approvisionnement en carburants, imputées à une concentration jugée excessive du marché entre un nombre restreint d’im-

portateurs privés, opérant sans coordination ni obligation de stocks stratégiques. En internalisant à nouveau l’importation, l’exécutif affirme vouloir rétablir la régularité des flux et renforcer la maîtrise des prix à la pompe. Ce recentrage étatique modifie profondément l’équilibre du segment aval, en l’absence de cadre défini pour les opérateurs privés jusque-là seuls fournisseurs. Dans un pays sans raffinerie locale, où la consommation quotidienne dépasse un million de litres selon les estimations officielles, la capacité de la LPRC à répondre durablement à la demande sera un enjeu central.

ZAMBIE

Solarcentury active les 25 MWc de la phase 1 de la centrale solaire Mailo

Solarcentury Africa renforce sa présence dans le solaire énergétique zambien avec la centrale solaire de Mailo. Il mise sur un modèle innovant pour contribuer à l’autonomie électrique du pays et stimuler l’intégration régionale. Le britannique Solarcentury Africa a annoncé le mercredi 30 juillet la mise en service de la première phase de la centrale solaire de Mailo en Zambie, avec une capacité initiale

de 25 MWc. L’électricité produite est désormais commercialisée sur le Southern African Power Pool (SAPP), une première pour une centrale solaire marchande dans la région. Ce modèle encore rare en Afrique permet de s’affranchir des accords d’achat d’électricité à long terme ainsi que des garanties souveraines, et de diversifier les débouchés. Développée en moins d’un an dans le district de Chitambo, la

centrale couvre 204 hectares et devrait avoir une capacité finale de 118 MWc à l’issue d’une troisième phase. Elle s’inscrit dans la stratégie de diversification énergétique de l’État zambien face à la forte dépendance du pays à l’hydroélectricité. Solarcentury a parallèlement annoncé le démarrage de la construction de la deuxième phase qui en portera la capacité à 60 MWc, grâce à un prêt de 40 millions USD accordé

par Standard Bank South Africa. La Mailo Solar Plant présente aussi une avancée pour le Southern African Power Pool, qui regroupe 12 pays d’Afrique australe. Son modèle ouvre de nouvelles perspectives pour les développeurs et peut être un point de départ stratégique pour une meilleure intégration énergétique en Afrique australe. Solarcentury prévoit déjà de déployer plus de 500 MW de projets similaires dans la région d’ici 2030.

NAMIBIE–AFRIQUE DU SUD

Un projet de pipeline pour la production d’hydrogène vert

A ce jour, l’Afrique compte deux corridors transfrontaliers majeurs d’hydrogène vert, le SouthH2 Corridor et le North Africa Hydrogen Backbone, tous deux basés en Afrique du Nord. Ces projets visent le marché européen de l’énergie décarbonée. Selon des informations relayées jeudi 24 juillet par la presse, la Namibie et l’Afrique du Sud finalisent ce qui représente aujourd’hui le premier projet de pipeline transfrontalier d’hydrogène vert, exclusivement intra-africain. Prévu pour relier les zones côtières de Lüderitz en Namibie et de Saldanha Bay en Afrique du Sud, avec une extension envisagée vers le Gauteng, ce corridor énergétique est le premier à associer uniquement des États africains autour d’une infrastructure de transport dédiée à l’hydrogène vert.

L’initiative repose sur un protocole d’accord signé en mai 2024, activé lors d’une réunion intergouvernementale tenue le 9 juillet 2024 au Cap. Une étude de préféabilité conjointe a également été finalisée en décembre 2024. Actuellement, les autorités régionales concernées poursuivent la finalisation d’un accord de jumelage institutionnel. Celui-ci doit encadrer leur coopération dans la phase de conception du plan directeur, financée par des partenaires internationaux. Le projet s’inscrit dans une volonté partagée de structurer un corridor énergétique africain capable de soutenir les ambitions nationales en matière d’hydrogène vert. La Namibie, qui cherche à capter les retombées industrielles de ses ressources renouvelables, mise sur cette coopération pour valoriser sa production au-delà de ses frontières.

L’Afrique du Sud, de son côté, considère cette infrastructure comme un levier de sécurisation de son approvisionnement bas-carbone, destiné à ses pôles industriels. Au-delà de ces intérêts convergents, ce projet revêt une dimension stratégique. Il marque une rupture avec le modèle dominant des corridors africains d’hydrogène, généralement orientés vers l’Europe. Le pipeline Namibie–Afrique du Sud concrétise ainsi une logique de coopération énergétique régionale, en amont d’éventuelles liaisons exportatrices. Sa mise en œuvre structurée traduit une nouvelle approche des ambitions énergétiques africaines, fondée sur la convergence entre pays producteurs et la mutualisation des infrastructures, hors des logiques exclusivement exportatrices, d’ailleurs jugées plus chères que prévu.

MALI

Plus de 22 tonnes d’or prévues au gisement Fekola Regional d’ici 2029

B2Gold exploite au Mali la mine d’or Fekola. Cette dernière est désormais intégrée à un complexe aurifère éponyme avec le projet Fekola Regional. Il s’agit d’un gisement satellite pouvant livrer annuellement le tiers de la production attendue cette année à la mine Fekola (550 000 onces). B2Gold prévoit une production annuelle de 180 000 onces d’or pendant les quatre premières années d’exploitation complète du gisement Fekola Regional au Mali, soit plus de 22 tonnes d’or à extraire sur la période 2026-2029. La compagnie minière canadienne qui exploite dans le pays la mine d’or Fekola, l’a réaffirmé dans une mise à jour publiée mercredi 30 juillet.

B2Gold y précise qu’un permis d’exploitation minière devrait être octroyé par les autorités « avant la fin du troisième trimestre 2025 », permettant un démarrage de la production fin 2025. Notons que sous l’appellation Fekola Regional, sont regroupées en réalité plusieurs zones comprenant différents permis que B2Gold a obtenus au fil des ans au Mali. Depuis un accord conclu en septembre 2024 entre B2Gold et Bamako, ce projet est régi par le nouveau code minier malien. Cela signifie que les bénéfices tirés de l’exploitation de ce permis seront répartis à 65 % pour B2Gold et à 35 % pour le Mali (dont 5 % au profit d’investisseurs locaux). Malgré cette réduction de sa part des bénéfices du projet (la mine d’or Fekola reste régie par une coentreprise 80/20 avec le Mali), Fekola Regional reste un atout de la stratégie de croissance à long terme de B2Gold. Pour mesurer l’importance de Fekola Regional, il faut souligner que sa production annuelle attendue au cours des quatre premières années d’exploitation représente un tiers de la production prévue à la mine d’or Fekola en 2025. La mine d’or actuelle devrait en effet livrer entre 515 000 et 550 000 onces d’or cette année, selon les prévisions de son propriétaire. La durée de vie de Fekola Regional situé à environ 20 km de la mine d’or phare de B2Gold, devrait même se prolonger aux années 2030. Les travaux à venir permettront de mesurer précisément l’impact futur de Fekola Regional sur le niveau de production global du complexe Fekola.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Pas de trêve aoûtienne pour les droits de douane

Rattrapées par des mauvais résultats d'entreprises et la salve de droits de douane annoncée par la Maison Blanche (35% pour le Canada, 50% pour le Brésil ou encore 39% pour la Suisse...), les places européennes terminent très mal la semaine. Les nouvelles barrières tarifaires entreront en vigueur dans une semaine, laissant comme à l'accoutumée le temps à quelques négociations et au maintien de la volatilité sur les indices. Août s'annonce chaud !

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
Casino +17,33 % : le distributeur alimentaire semble presque tiré d'affaire. Sa publication trimestrielle dépasse les attentes à tous les niveaux, portée par Monoprix. Les fondamentaux repartent dans la bonne direction. ArgenX +15,91 % : la biotech belge double presque son chiffre d'affaires et fait bondir son bénéfice net de 29 à 245 millions d'euros par rapport à l'an passé. Elle prévoit de faire progresser cinq molécules en phase 3 d'ici 2030. Carvana +10,74 % : le détaillant de voitures d'occasion poursuit son retour en grâce et atteint un record historique. La société dépasse des attentes déjà ambitieuses. Ses leviers potentiels de croissance continuent d'alimenter la valorisation. BBVA +10,17 % : la banque espagnole prévoit d'augmenter ses bénéfices et les retours aux actionnaires sur la période 2025-2028. Rolls-Royce +8,98 % : Le groupe britannique d'ingénierie aéronautique Rolls-Royce a relevé jeudi ses prévisions de bénéfices pour l'ensemble de l'année. L'allongement de la durée d'utilisation de ses moteurs a permis une amélioration de la rentabilité. Danone +8,57 % : la forte demande en Chine pour le lait infantile et les produits de nutrition médicale a permis au groupe de dépasser les attentes au deuxième trimestre. Société générale +6,01 % : le rebond de la banque de détail a permis à Société générale de relever ses prévisions pour 2025. Meta +5,24 % : malgré une hausse des dépenses d'investissement en 2025, Meta a dépassé les attentes de Wall Street et relevé ses objectifs. L'intégration de l'IA devrait doper les revenus publicitaires. Roblox +5,23 % : la plateforme dépasse pour la première fois les 100 millions d'utilisateurs actifs quotidiens. L'enjeu est désormais de séduire un public plus âgé, plus enclin à dépenser. Le temps passé et les dépenses par utilisateur sont en forte hausse. Microsoft +2,02 % : le géant de Redmond séduit le marché en publiant pour la première fois les revenus annuels d'Azure : 75 Md\$, en hausse de 39 % par rapport au T2 2024. La croissance est portée par les solutions d'IA, les partenariats avec OpenAI, xAI, Meta et Mistral et l'enrichissement de Copilot. L'action a brièvement franchi les 4 000 Md\$ de capitalisation.

Flops :
Align -33,59 % : le leader des aligneurs dentaires Invisalign a renoncé à sa prévision de croissance annuelle (3,5-5,5 %). Ce sera donc un cinquième exercice sans progression. La demande recule, les patients repoussent les traitements électifs dans un contexte économique compliqué. Align prépare une restructuration avec suppressions de postes, hausse de l'automatisation et une production plus régionalisée pour réduire ses coûts et limiter l'impact des barrières douanières. Novo Nordisk -31,7 % : le laboratoire danois s'est effondré après un nouvel abaissement de ses prévisions annuelles, le second en quelques mois. Le duopole avec Eli Lilly tourne à la faveur de l'américain avec ses traitements Zepbound et Mounjaro, plus efficaces que Wegovy et Ozempic. Le marché redoute aussi la fin des brevets du sémaglutide dès 2026, l'essor des contrefaçons et un possible durcissement politique aux États-Unis. Seule lumière : le groupe a obtenu l'autorisation de la FDA pour l'Al-

hemo qui vise à prévenir ou réduire la fréquence des épisodes hémorragiques. Teleperformance -23,93 % : le gestionnaire de centres d'appel est sévèrement sanctionné après une croissance en berne, un résultat net en baisse de 14% et un pessimisme ambiant autour des retombées de ses investissements dans l'intelligence artificielle. UPS -18,4 % : le groupe spécialisé dans la livraison a présenté des chiffres trimestriels légèrement inférieurs aux attentes et refuse toujours de donner des prévisions annuelles. Les tensions commerciales avec la Chine, la fin des exemptions de droits sur les petits colis et la baisse des volumes Amazon (-34,8 % en mai-juin) mettent une lourde pression. Seul le segment international résiste. Pour lutter, UPS accélère sa restructuration (fermetures de sites, suppressions massives de postes) dans un climat macroéconomique très incertain. Adidas -15,93 % : malgré un premier semestre solide et des objectifs annuels confirmés, la direction est restée prudente sur les prochains mois. L'équipementier anticipe un second semestre plus délicat, pris en étau entre la flambée attendue des droits de douane américains sur ses productions vietnamiennes et indonésiennes (les deux principaux pays producteurs) et un impact de devises défavorable d'environ 300 M€. Ferrari -13,97 % : la marque italienne a lourdement décroché après ses chiffres semestriels. Le chiffre d'affaires a manqué le consensus de seulement 1 % mais le carnet de commandes reste plein pour deux ans. Pas de relèvement des objectifs annuels mais Ferrari cultive sa prudence habituelle et dispose de leviers (livraisons accélérées de séries limitées, hausses de prix maîtrisées) pour contrôler sa croissance. La marque évolue en effet dans un marché insensible à la conjoncture et prépare les lancements de nouveaux modèles l'an prochain. Amazon -7,21 % : contrairement à ses concurrents Microsoft et Alphabet, la croissance du cloud a déçu les attentes sur le dernier trimestre. Le titre a été sanctionné.

Matières premières
Energie : Les prix pétroliers ont repris de la hauteur cette semaine et gardent en vue deux échéances à court terme : la prochaine réunion de l'OPEP et l'ultimatum de Trump à la Russie. Le cartel se réunit ce week-end pour fixer un cap sur l'augmentation de la production prévue en septembre. Si la hausse des quotas est fidèle aux attentes des opérateurs, l'OPEP+ devrait augmenter son offre de 548 000 barils par jour pour le mois de septembre. En parallèle, Trump a donné à la Russie un ultimatum de 10 jours pour conclure un accord de paix avec l'Ukraine, sous peine de nouvelles sanctions et de lourds tarifs secondaires jusqu'à 100% sur les partenaires commerciaux qui importent du pétrole russe. Les raffineurs indiens, en particulier, sont préoccupés par la viabilité future de leurs importations de pétrole en provenance de la Russie. Toutefois, le brut du Moyen-Orient pourrait se substituer au pétrole russe, de quoi apaiser les craintes d'une éventuelle pénurie de pétrole en Asie. Le baril de Brent progresse à 71,65 USD, contre 69,40 USD pour le WTI. Métaux : Loupé ! Les droits de douane US de 50% ne toucheront pas le cuivre mais les produits semi-finis. Les importations de cuivre raffiné sont donc pour le moment exemptées, ce qui a provoqué un ajustement

des prix à Londres, où la tonne de cuivre s'échange en baisse à 9611 USD (prix spot). L'or reste bien orienté à 3350 USD et bénéficie en cette fin de semaine d'une détente des taux obligataires. Les derniers chiffres de l'emploi américain renforcent les paris sur une prochaine baisse des taux aux États-Unis pour le mois de septembre, ce qui explique le bon des prix de l'or ce jour. Produits agricoles : L'ambiance est morose à Chicago pour le soja, le blé et le maïs qui maintiennent le même cap, celui de la baisse. Dans les grandes lignes, le cours des céréales reste sous pression en raison de l'abondance de l'offre qui fait planer le risque d'un surplus de production. Le bois-seau de blé se traite autour de 518 cents (contrat échéance septembre 2025).

Macroéconomie
Macro : Ambiance... la macro finit par reprendre la main. Noyées dans les publications de résultats, les statistiques économiques ont eu peu d'effets sur les marchés durant cette semaine. Aux États-Unis, le PIB du deuxième trimestre a rebondi plus fortement qu'attendu, tandis que l'inflation poursuit son rebond. Même la réunion de la Fed mercredi soir, et le ton plus hawkish que prévu de Jerome Powell n'ont entraîné que des mouvements limités. Il a fallu attendre les chiffres de l'emploi vendredi pour que les marchés réagissent vraiment aux données macroéconomiques. En effet, les révisions à la baisse des créations de postes sur les mois de mai et juin jettent un doute sur la solidité du marché de l'emploi. Sur le front des droits de douane, Donald Trump a fixé de nouveaux tarifs pour chaque pays conformément à son échéance du 1er août. Mais ces mesures n'entreront en vigueur que le 7 de ce mois. C'est donc une nouvelle semaine de négociations qui nous attend. Crypto : Après avoir inscrit un nouveau re-

cord à 123 000 dollars en juillet, le bitcoin (BTC) connaît un repli de plus de 3% cette semaine, revenant osciller autour des 115 000 dollars. Une respiration logique après quatre mois consécutifs de hausse : +14% en avril, +11% en mai, +2,4% en juin, et +8% en juillet. Sur la période, la reine des cryptos affiche donc une progression globale de +40%. Malgré ce léger recul, l'enthousiasme reste intact du côté des ETF Bitcoin Spot. Depuis avril, ces produits boursiers ont attiré 16,8 milliards de dollars d'entrées nettes, propulsant l'encours total à un niveau record de 152 milliards de dollars. La dynamique ne se limite pas au bitcoin. L'éther (ETH), deuxième plus grande cryptomonnaie du marché, a vu son cours plus que doubler depuis avril, passant de 1 780 dollars à près de 3 700 dollars. Cette hausse fulgurante s'est logiquement répercutée sur les ETF Ethereum Spot, qui ont enregistré plus de 5 milliards de dollars d'entrées nettes sur le seul mois de juillet. Cette effervescence s'inscrit dans un climat politique et réglementaire de plus en plus favorable aux cryptomonnaies, notamment aux États-Unis. Juillet s'est terminé sous une pluie de résultats d'entreprises, une giboulée de données macroéconomiques et une nouvelle averse de surtaxes douanières, pour filer la métaphore météorologique. La semaine prochaine, l'agenda macroéconomique sera plus léger, mais la saison des résultats battra encore son plein. Aux États-Unis, on attend notamment Berkshire Hathaway, Palantir, AMD, Walt Disney, Eli Lilly et Costco. En Europe : BP, Siemens Energy, Commerzbank, Allianz, Rheinmetall et Infineon. Côté commerce international, le feuilleton des droits de douane continue. Les mesures annoncées cette semaine par l'administration Trump doivent entrer en vigueur vendredi prochain, avec, peut-être, de nouveaux rebondissements à la clé.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 31 Juillet 2025

Valeur : 04 Août 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.7306	130.7456
1	EUR	EURO		149.6212	149.6906
1	GBP	POUND STERLING		173.2449	173.3107
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4686	87.5079
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1765	18.1791
1	CHF	SWISS FRANC		160.8200	160.9573
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4381	94.4694
1	DKK	DANISH KRONE		20.0535	20.0576
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.4157	13.4207
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6831	12.6883
1	AED	UAE DIRHAM		35.5904	35.5983
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8494	34.8553
1	KWD	KUWAITI DINAR		427.2242	427.4129
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0479	44.4906
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3847	14.3863
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9591	24.0819
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2741	3.2842
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9834	177.9834

ROYAUME-UNI

La hausse récente de l’inflation ne devrait être que temporaire

Après avoir reflué au 1^{er} trimestre (passant de +3,0 % en janvier à +2,6 % en mars en glissement annuel), l’inflation a rebondi au Royaume-Uni ces deux derniers mois, s’établissant à +3,5 % en avril, puis à +3,4 % en mai.

Cette hausse avait été largement anticipée par les marchés, mais aussi par la banque centrale (BoE) et le FMI, qui préoyaient une progression de l’inflation jusqu’au 3^e trimestre 2025 sous l’effet de la hausse des prix administrés de l’énergie (les prix de l’électricité et du gaz ont été relevés de +6 % en moyenne le 1^{er} avril) et de l’eau (de l’ordre de +25 %), et des répercussions sur les services de la hausse des cotisations patronales en avril (de 13,8 % à 15,0 %). Une première lecture des grands postes d’inflation (alimentation, énergie et sous-jacent, ventilé entre services et biens industriels hors énergie) confirme que la hausse de l’inflation en avril s’explique par un moindre recul des prix de l’éner-

gie (-0,9 % après -8,0 % en mars) et une hausse des prix des services (+5,4 % après +4,7 %), bien qu’ils repartent à la baisse en mai (-1,7 % pour l’énergie et +4,7 % pour les services). Ce rebond inflationniste devrait être passager et plusieurs éléments suggèrent que l’inflation pourrait avoir atteint un pic en avril plutôt qu’au 3^e trimestre comme initialement attendu : D’abord, les contributions des prix de l’énergie et de l’eau n’augmentent plus entre avril et mai et une baisse des prix de l’énergie de -7 % a été annoncée pour le mois de juillet. Ensuite, la hausse des prix des services en avril n’est pas généralisée, mais a pour origine deux effets ponctuels : (i) elle a

surtout été tirée par la hausse des prix des services de transport personnel, qui a pour origine une augmentation en avril de la taxe routière sur les véhicules neufs ; (ii) Pâques a eu lieu en avril cette année, mais au mois de mars l’année dernière, ce qui a conduit à des hausses des contributions des postes « forfaits vacances et transports » et « transport de services » en avril 2025 par rapport à avril 2024. L’évolution des contributions de certaines catégories de services (médicaux, restauration) qui baissent en avril et se stabilisent en mai suggère en revanche que la hausse des cotisations patronales n’est à ce stade pas pleinement répercutée sur les prix des services.

CONSÉQUENCE DE LA POLITIQUE DE TRUMP

Les transferts d’argent entre le Mexique et les États-Unis au plus bas

Porte-monnaie en main, Blanca Estela sort d’une boutique d’électroménager du centre de Mexico. C’est ici que la Mexicaine de 65 ans vient récupérer les remesas, l’argent qu’elle reçoit régulièrement des États-Unis : « C’est mon frère qui m’envoie cette aide financière, il me vire entre 20 et 25 dollars de temps en temps, lorsque l’une ses quatre

sœurs en a besoin. Par exemple, quand ma mère est décédée, c’est lui qui a payé les frais funéraires. » Blanca Estela est femme au foyer et la retraite de son mari, 5 000 pesos (soit 230 euros) par mois, est loin d’être suffisante. Alors, ce soutien financier venu des États-Unis, aussi modeste soit-il, est toujours bon à prendre. Mais depuis l’arrivée

de Donald Trump, cette Mexicaine s’inquiète pour son frère exilé, et la proposition de loi qui taxerait à 1 % chaque envoi d’argent en liquide n’arrange pas la situation. « D’abord avec les déportations, cela a été très dur pour moi, des heures d’angoisse, parce qu’il n’est pas en règle. Et maintenant, ces taxes, ça l’affecterait aussi, parce que

s’ils le font payer pour envoyer l’argent, je ne sais pas quel sacrifice il devra faire pour pouvoir nous le transférer. Sa situation me préoccupe beaucoup. » Cette taxe devrait prendre effet en 2026, mais déjà, le taux d’envoi des « remesas » est largement inférieur à celui de l’année dernière. Il n’avait d’ailleurs pas été aussi bas depuis plus de 10 ans.

AUSTRALIE

L’État de Victoria veut faire du télétravail un «droit»

La Première ministre de l’État australien de Victoria (sud-est) a annoncé samedi son souhait de légiférer sur le télétravail, affirmant que cela devrait être «un droit, non une demande». «Ce changement signifiera que tout employé qui peut raisonnablement effectuer son travail à domicile aura le droit de le faire au moins deux jours par semaine», a déclaré Jacinta Allan donnant le coup d’envoi de ce projet lors d’un congrès du Parti travailliste. «Nous faisons cela parce que nous savons ce qui a

été prouvé : les travailleurs sont plus productifs, cela fait gagner du temps aux familles, cela leur fait économiser de l’argent», a-t-elle expliqué. Selon elle, la proposition permettrait aussi de réduire la congestion routière et de maintenir davantage de femmes sur le marché de l’emploi. Mme Allan a précisé que cette proposition ferait l’objet d’une consultation auprès des salariés, des employeurs et des syndicats. Elle devrait être présentée au Parlement de l’État de Victoria l’année prochaine.

Après s’être généralisé lors de l’épidémie de Covid il y a cinq ans, le télétravail est devenu un sujet de tensions et controverses dans le monde, certaines grandes entreprises cherchant à imposer le retour au bureau à temps plein tandis qu’aux États-Unis Donald Trump l’a interdit aux fonctionnaires. Lors des élections fédérales en mai en Australie, le programme de la coalition d’opposition - constituée du Parti libéral et du Parti national - prévoyait d’éliminer le télétravail en raison, selon lui, de sa faible performance.

PORTUGAL

Croissance plus lente que prévu en 2025

L’économie portugaise en ce 3 août 2025 montre une croissance plus lente que prévu en 2025, mais toujours solide, avec un tourisme en ralentissement mais un regain d’investissement. L’inflation poursuit sa baisse, tandis que le chômage reste stable. Les finances publiques se sont améliorées, mais avec une légère détérioration en 2024, notamment en raison de la baisse de l’impôt sur le revenu. Le Portugal devrait continuer à afficher une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro, mais avec un ralentisse-

ment du tourisme après deux années exceptionnelles. Les prévisions de croissance pour 2025 ont été révisées à la baisse, autour de 2%. L’investissement semble prendre le relais du tourisme comme moteur de la croissance. Cependant, l’écart d’investissement entre le Portugal et la moyenne européenne reste important (40% du PIB), selon la Direction générale du Trésor. L’inflation poursuit son ralentissement et se situe à 1,9% en mars. Le taux de chômage est stable, avec un taux de

6,4% en février. Les finances publiques se sont améliorées, mais avec une légère détérioration en 2024 en raison de la baisse de l’impôt sur le revenu. Le déficit budgétaire devrait revenir, selon le Conseil de Finances Publiques. La dette publique est en baisse et se situe à 97,4% du PIB au T3 2024, selon la Direction générale du Trésor. La Banco de Portugal met en garde contre les risques liés à l’économie mondiale, en particulier ceux qui affectent ses principaux partenaires commerciaux (Allemagne,

Espagne), ainsi que les incertitudes liées aux prix de l’énergie et aux taux d’intérêt élevés. Le gouvernement prévoit de simplifier plusieurs procédures fiscales en 2025. Le gouvernement lance des appels à projet dans le cadre de PT2030 et prévoit la signature de contrats PNRR. Marché immobilier : Le marché immobilier reste dynamique, avec une hausse des prix et des coûts de construction. Des investissements étrangers sont annoncés dans différents secteurs, comme l’agroalimentaire et la construction navale.

CANADA

Le pire évité pour l’économie, mais l’incertitude fait mal

L’incertitude économique a entraîné une réduction des investissements, la perte de contrats et des mises à pied. Malgré le décret du président américain, Donald Trump, le Canada est l’un des pays les moins frappés par ses visées protectionnistes. L’incertitude fait tout de même mal aux entreprises, prévient le milieu des affaires québécois. L’économiste Sébastien McMahon, d’IA Groupe financier, a souligné, en entrevue, que près de 90% des exportations canadiennes sont exemptées des droits de douane, car elles sont conformes à l’accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (ACEUM). Derrière le Mexique, le Canada est le pays dont les exportations vers les États-Unis sont les moins taxées, même si le gouvernement Carney n’est pas parvenu à une entente commerciale avant l’échéance du 1^{er} août, a indiqué l’économiste. Les entreprises souffrent toutefois de l’incertitude économique, a nuancé la présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), Véronique Proulx, en entrevue. Même si le pire a été évité, l’incertitude économique a entraîné une réduction des investissements, la perte de contrats et des mises à pied, a rappelé la porte-voix du milieu des affaires québécois. Les droits de douane imposés par les États-Unis sur les produits canadiens ont été portés à 35% vendredi, mais les produits conformes à l’ACEUM sont exemptés. D’autres industries sont toutefois touchées par d’autres droits de douane, notamment l’aluminium, le cuivre, le bois d’œuvre et le secteur automobile.

PREMIER SYSTÈME TOLÉRANT AUX ERREURS À GRANDE ÉCHELLE

IBM structure son offensive quantique autour de Starling

IBM a présenté hier sa feuille de route vers Quantum Starling, un ordinateur quantique à grande échelle et tolérant aux erreurs. Ce système, annoncé comme capable d'exécuter 20 000 fois plus d'opérations que les machines quantiques actuelles, sera construit dans son tout nouveau datacenter quantique installé à Poughkeepsie, dans l'État de New York.

Prévu pour 2029, Quantum Starling devrait intégrer 200 qubits logiques et permettre l'exécution de 100 millions d'opérations quantiques. Il constituera la base du futur système "Blue Jay", qui visera le milliard d'opérations grâce à 2 000 qubits logiques. Un qubit logique est une unité de calcul construite à partir de plusieurs qubits physiques. Ensemble, ces qubits coopèrent pour stocker une information quantique tout en corrigeant activement les erreurs susceptibles de perturber le calcul. Ce mécanisme est essentiel, car les ordinateurs quantiques actuels restent limités à la fois par le faible nombre de qubits logiques disponibles et par un taux d'erreur élevé, qui rend difficile l'exécution fiable de circuits complexes.

Pour franchir ce cap, IBM s'appuie sur les codes de correction d'erreurs "quantum Low-Density Parity Check" (qLDPC), récemment mis en lumière dans Nature. Ces codes permettent de réduire de jusqu'à 90 % le nombre de qubits physiques nécessaires à la correction d'erreurs, comparativement aux ap-



proches classiques, ouvrant ainsi la voie à une mise à l'échelle plus réaliste des architectures quantiques.

Une étape vers l'avantage quantique

Grâce à ses processeurs Quantum Eagle et Quantum Heron, IBM a démontré que ses systèmes quantiques pouvaient

exécuter certaines classes de calculs avec une efficacité supérieure à celle des ordinateurs classiques.

Le développement de Quantum Starling s'appuiera sur leurs successeurs. IBM prévoit ainsi, dès 2025, le déploiement du processeur "Quantum Loon", conçu pour valider les éléments clés de l'architecture qLDPC, en particulier les "cou-

pleurs de type C", qui assurent des connexions longue distance entre qubits sur une même puce. En 2026, le processeur "Quantum Kookaburra" introduira la première architecture modulaire complète, associant mémoire quantique et logique de calcul. Cette modularité sera étendue en 2027 avec "Quantum Cockatoo", qui utilisera des "coupleurs de type L" pour interconnecter deux modules Kookaburra de manière stable. L'ensemble prépare la transition vers des systèmes multipuces capables d'exécuter des circuits quantiques complexes dans des conditions d'efficacité énergétique et d'intégration optimisées. Les domaines applicatifs ciblés comprennent la modélisation moléculaire, la découverte de nouveaux matériaux, la chimie quantique ou encore l'optimisation à grande échelle. Autant de champs où les besoins en puissance de calcul dépassent aujourd'hui les capacités des machines existantes, et où la stabilité des calculs requiert des architectures quantiques véritablement tolérantes aux erreurs.

SELON MICROSOFT ET MANDIANT

Des pirates chinois ont exploité la récente faille dans SharePoint

La faille récemment découverte dans Microsoft SharePoint par les analystes de la firme technologique américaine a déjà été exploitée. Au moins trois acteurs malveillants liés à la Chine, connus pour dérober des informations sensibles, en ont profité, d'après les experts.

Alors qu'une vulnérabilité majeure a récemment été identifiée par les équipes de sécurité de Microsoft, le profil de ceux qui en ont profité se dévoile peu à peu. D'après les analystes de la firme technologique américaine et de la société de cybersécurité Mandiant, filiale de Google, des acteurs malveillants liés à la

Chine ont été observés en train d'exploiter la faille.

Au moins trois groupes identifiés

Dans une note de blog publiée mardi 22 juillet, Microsoft mentionne en effet l'implication de "deux acteurs étatiques chinois", Linen Typhoon et Violet Typhoon, et celle d'un autre acteur basé en Chine nommé Storm-2603. Si ce dernier n'est pas bien connu des services de l'entreprise, les deux autres sont des entités solidement identifiées, habituées à user de ce type de failles. "Depuis 2012, Linen Typhoon s'est concentré sur le

vol de propriété intellectuelle, ciblant principalement les organisations liées au gouvernement, à la défense, à la planification stratégique et aux droits de l'homme", relève Microsoft, sans dire si ce type de fait a été observé dans le cadre de la vulnérabilité de SharePoint. Quant à Violet Typhoon, le groupe "se consacre à l'espionnage, ciblant principalement d'anciens membres du gouvernement et de l'armée, des organisations non gouvernementales, des think tanks, des établissements d'enseignement supérieur, des médias numériques et imprimés, des secteurs liés à la finance et à la santé

aux États-Unis, en Europe et en Asie de l'Est".

Une tendance amenée à "s'intensifier" ?

Côté Mandiant, les observations sont similaires. Charles Carmakal, CTO de la société, a alerté mardi 22 juillet sur "l'implication probable" de pirates chinois œuvrant pour le gouvernement : "Nous estimons qu'au moins l'un des auteurs responsables de cette exploitation précoce est un acteur malveillant lié à la Chine." Selon le spécialiste, "il est essentiel de comprendre que cette vulnérabilité est désormais activement exploi-

tée par plusieurs groupes. Nous nous attendons à ce que cette tendance s'intensifie, car d'autres acteurs aux motivations diverses sont susceptibles de tirer parti de cette faille à leur tour." Et ce même si Microsoft a déployé un patch et communiqué largement auprès de ses clients et si la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency (CISA), aux États-Unis, a demandé à toutes les agences fédérales concernées par la faille d'installer un correctif ou de déconnecter leurs serveurs affectés.

Micron dévoile des SSD PCIe Gen 6 taillés pour les datacenters IA

Le fabricant américain de puces a présenté les évolutions de sa gamme de SSD haute performance. Parmi eux, on retrouve les SSD 9650 supportant PCIe Gen 6 pour adresser les datacenters IA.

Dans le marché des SSD pour datacenter, Micron a décidé d'être le premier à dévoiler des lecteurs compatibles avec la norme PCIe 6.0. Le fabricant américain de puces a présenté sa dernière gamme de SSD haute performance qui comprend les SSD 9650 (Pro et Max) NVMe PCIe Gen 6 pour les charges de travail IA, ainsi que le 6600 IO (doté d'une capacité maximale de 122 To) et le 7700 Gen 5 pour le cloud et l'edge. Basé sur une architecture NAND TLC de 9ème génération, le 9650 en version E3.S peut accueillir des capacités de 6,4 To à 30,7 To. Ils peuvent prendre en charge des vitesses de lecture séquentielle allant jusqu'à 28 Gbps et des vitesses d'écriture séquentielle allant jusqu'à 14 Gbps, ainsi que 5,5 millions d'IOPS pour les lectures aléatoires et 900 000 IOPS pour les écritures aléatoires.

Pour les environnements de serveurs denses et haute performance, une version Pro au format E1.S refroidie par liquide est également

disponible (avec des capacités allant de 7,6 To à 15,3 To) Lors de l'inférence, un débit élevé et une latence ultra-faible sont essentiels pour donner aux grands modèles de langage un accès en temps réel aux données. C'est le cas en particulier des agents IA qui ont des fenêtres de contexte étendues, mais aussi des pipelines de RAG. Selon Micron, son SSD 9650 offre des performances par watt supérieures à celles des SSD Gen5, avec une efficacité énergétique de stockage jusqu'à 25 % et 67 % supérieure pour les écritures et les lectures aléatoires, respectivement.

Du PCIe Gen 6 pour l'IA de dernière génération

Le PCIe 6.0 ou Gen 6 désigne la norme Peripheral Component Interconnect Express (PCIe). Elle a été validée en 2022 par le consortium PCI-SIG et promettait une augmentation sensible des performances par rapport à la version 5.0. « Le PCIe Gen6 multiplie par deux le débit de transfert de données à 64 Gbps par voie, ce qui représente une bande passante bidirectionnelle potentielle de 128 Gbps pour une configuration à 16 voies (x16)

», a déclaré Danish Faruqi, CEO de Fab Economics. « Il utilise la modulation d'amplitude d'impulsion à 4 niveaux, ou PAM4 au lieu du schéma de codage binaire Non-Return-to-Zero (NRZ) traditionnel utilisé dans la Gen 5, ce qui permet de transmettre plus de données par cycle d'horloge et contribue à améliorer encore la bande passante et la vitesse », a-t-il ajouté. Comme le PCIe Gen 6 peut alimenter plus efficacement les accélérateurs IA et les GPU en données, les cycles d'entraînement des modèles peuvent être plus rapides et les performances d'inférence plus réactives. « L'amélioration de l'efficacité du PCIe Gen6 par rapport au Gen5 résulte de l'introduction du mode FLIT (flow control unit), qui simplifie la gestion des données et améliore l'efficacité de la bande passante, ainsi qu'au FEC (forward error correction), qui renforce l'intégrité et la fiabilité des données en corrigeant les erreurs au niveau du récepteur sans ajouter de latence significative », a-t-il précisé. Le PCIe Gen 6 introduit un état d'alimentation L0p, qui met à l'échelle dynamiquement la bande passante et réduit la consommation d'énergie, un point particulièrement avantageux pour les da-

tacenters qui cherchent à optimiser ce point »

Avoir un avantage concurrentiel

Avec le lancement du SSD PCIe Gen6 9650, Micron veut prendre un avantage concurrentiel face aux coréens Samsung et SK Hynix sur le marché des datacenters IA. Dans ce cadre SK Hynix a présenté en décembre dernier le développement du PS1012 supportant PCIe Gen 5. De son côté, Samsung propose le PM1743 en PCIe Gen 5 qui offre une lecture séquentielle de 14 000 Mo/s. Mais Danish Faruqi remarque, « les SSD PCIe Gen 6 pour datacenter sont les mieux adaptés à l'amélioration des performances d'inférence de l'IA. Il note cependant que l'adoption à grande échelle va prendre un peu de temps, car aucune plate-forme CPU actuelle ne prend en charge le PCIe 6.0 ». Seuls les GPU Blackwell de Nvidia prennent en charge nativement le PCIe 6.0 x16, et des tests d'interopérabilité sont en cours. Le dirigeant estime que l'adoption de PCIe Gen 6 devrait s'accélérer dans la deuxième moitié de 2025 dans les domaines de l'IA, du HPC et des solutions de stockage.

AVEC LE DÉPART DE CELUI DE JAGUAR LAND ROVER

La valse des PDG se poursuit

Le départ annoncé d'Adrian Mardell de la tête de Jaguar Land Rover illustre une tendance lourde : l'industrie automobile connaît un renouvellement inédit de ses dirigeants. De Renault à Stellantis, en passant par Volvo, plusieurs grands groupes ont changé de capitaine ces derniers mois.

Et un départ de plus, un ! Après plus de trente ans de carrière chez Jaguar Land Rover (filiale à 100 % de l'indien Tata Motor), Adrian Mardell a annoncé son départ ce 31 juillet 2025. Entré dans l'entreprise en 1990, il avait pris la tête du constructeur britannique en novembre 2022, après un passage comme directeur financier. Pourtant, en trois ans, il a orchestré un redressement historique : la société a enregistré ses meilleurs profits depuis dix ans, vient de signer 10 trimestres positifs consécutifs, et réduit sa dette de 5 milliards de livres. Si officiellement Mardell quitte ses fonctions afin de prendre sa retraite, le contexte actuel annonce aussi des difficultés à venir : Jaguar est en plein renouveau, et le marché américain qui représente un quart de ses ventes, est fragilisé par les droits de douane imposés par l'administration Trump. D'autant que JLR n'a aucune usine aux États-Unis... Alors qu'il reste en fonction jusqu'au 31 décembre, son successeur sera annoncé dans les prochaines semaines.

Un phénomène qui s'étend : Renault, Stellantis, Volvo...

Le départ d'Adrian Mardell n'est pas isolé,



et vient s'ajouter aux autres de ces derniers mois. L'industrie automobile connaît en effet depuis plusieurs mois une série de changements majeurs à sa tête. Chez Renault, Luca de Meo a quitté son poste de PDG mi-juillet 2025 pour rejoindre le groupe de luxe Kering. Pour lui succéder, c'est François Provost, alors directeur des achats, qui vient d'être nommé. Chez Stellantis, c'est Antonio Filosa qui a pris les rênes le 23 juin 2025, après le départ fra-

cassant de Carlos Tavares en décembre 2024. Dès son arrivée, il a annoncé un remaniement de la direction et promis des "décisions difficiles" pour remettre le groupe sur les rails, alors que les résultats financiers se dégradent. N'oublions pas non plus Volvo qui a vu Jim Rowan quitter la direction fin mars 2025, remplacé par Håkan Samuelsson, qui avait déjà dirigé le constructeur de 2012 à 2022. Un retour aux sources destiné à stabiliser

la gouvernance durant une période de transition stratégique.

Pourquoi autant de mouvements au sommet ?

Cette succession de départs illustre les bouleversements que traverse le secteur automobile. Entre transition vers l'électrique, nouvelles contraintes réglementaires, tensions géopolitiques et pression sur la rentabilité, les constructeurs sont confrontés à des défis inédits. Et de plus en plus, les conseils d'administration cherchent des profils capables d'agir vite : certains misent sur un retour à des dirigeants expérimentés, comme Volvo, tandis que d'autres favorisent la promotion interne, à l'image de Renault. Chez Stellantis, la nomination d'Antonio Filosa traduit la volonté de confier les rênes à un vétéran du groupe. Ces changements traduisent aussi une évolution des cycles de leadership : dans une industrie en mutation rapide, les PDG restent moins longtemps en poste, et les transitions deviennent plus fréquentes, parfois même alors même que les chiffres sont bons, comme dans le cas d'Adrian Mardell ou de Luca de Meo. À qui le tour ?

CARAVELLE 2.0 TDI 170 VS. VOLKSWAGEN MULTIVAN 2.0 TDI DSG7 LONG

Bataille de navwettes

Dès lors qu'il s'agit de transporter six personnes et plus dans un confort digne, la seule alternative crédible réside dans un grand van à triple rangée de sièges. Les offres ne sont pas rares et Volkswagen en fait, plus que jamais, une de ses spécialités. Mais entre nouveaux Caravelle et Multivan, le cœur des familles et des taxis balance. Les monospaces ont déserté le marché depuis maintenant de longues années, mais les utilitaires de type fourgon aménagés pour le transport de personnes occupent encore le paysage automobile. Chez les généralistes ou les premium, européens ou asiatiques, on a le choix. Dans cette mêlée, Volkswagen reste le pilier du jeu, présent depuis les fifties sans interruption. En quelques années, le spécialiste a considérablement renouvelé sa gamme, contraint par les besoins d'électrifier partiellement son offre tout en intégrant plus de stratégie d'échange avec le partenaire Ford. Le Multivan est passé à la 7e génération, de même que le tandem Transporter/Caravelle... mais sur des bases différentes. Et n'oublions pas la proposition 100% rétro-électrique sous la forme du toujours sympathique ID.Buzz. Pour être complet, précisons qu'en entrée de gamme, le Caddy est également décliné dans une version 7 places. Bref, si vous avez du monde à la maison, visitez la concession Vévé la plus proche, ils peuvent vous aider. Le Caravelle est, depuis ses origines en 1981 avec le T3, considéré comme un rudimentaire taxi de chantier. Le modèle vient de connaître un grand chambardement à la suite des accords de développement avec Ford. Aujourd'hui, il n'est plus «un Transporter dans lequel on a bouillonné des sièges», il gagne en polyvalence. Notre postulat est simple :



est-ce qu'en montant en gamme, le Caravelle vient faire de l'ombre au

nouveau Multivan qui abandonne définitivement ses racines utilitaires ?

Le plus grand groupe automobile mondial quitte la Chine

L'information est finalement assez anecdotique mais elle illustre bien le parcours de la plupart des marques généralistes européennes en Chine : un tribunal chinois a acté la faillite de la co-entreprise entre GAC et Fiat-Chrysler, pour un montant d'un milliard d'euros. C'est officiellement la fin de l'aventure en Chine pour Stellantis, plus gros groupe automobile mondial en nombre de marques. La Chine représente-t-elle encore l'El Dorado automobile pour les marques étrangères ? Pas si sûr. Si certains asiatiques comme Toyota résistent, les Occidentaux sont à la peine. Pourtant, tout le monde a tenté le coup, y compris nos marques françaises. Mais les échecs ont été à chaque fois cuisants : en 2020, Renault cesse la production de plusieurs modèles de SUV (Koleos, Captur et Kadjar) en Chine à Wuhan et se retire presque complètement du marché.

L'échec de Fiat et PSA en Chine

A cette époque, PSA (Stellantis n'existe pas encore) continue de vendre des véhicules sur place mais le groupe français sent déjà le vent tourner. Avec Stellantis et l'appui de marques américaines comme Jeep et Buick, le résultat ne sera guère meilleur. Le groupe sombre dans l'anonymat en Chine, poussé dans la confidentialité par des constructeurs chinois qui n'ont cessé de progresser, que ce soit sur la qualité comme sur la quantité de modèles proposés. Surtout, les Européens et Américains n'ont pas su prendre le virage du véhicule électrique bon marché à temps. Seule exception aux occidentaux : le groupe Volkswagen qui a chuté l'an dernier (-9,5 % en Chine) mais qui conserve des volumes honorables, à 2,9 millions de ventes par an. Le géant allemand profite notamment de sa grande ancienneté en Chine qui lui a permis de se construire une image sur place. Image que tous ses rivaux n'ont jamais bénéficié.

La faillite pour Stellantis

L'information n'a pas fait grand bruit dans le courant du mois de juillet. Il faut dire que Stellantis avait déjà plus ou moins plié bagage en Chine. Mais ces derniers jours, un tribunal de Changsha a prononcé la faillite définitive de l'association GAC-Fiat/Chrysler. Il faut en effet rappeler que les alliances sur places se sont faites bien avant la création de Stellantis. La faillite aura donc été prononcée plus de trois ans après le retrait de Chine du géant italo-américain. Les déboires avant déjà commencé à la sortie du Covid avec la fermeture de plusieurs usines en Chine. Mais le cas de Stellantis n'est pas isolé : Renault puis Mitsubishi, laissant seul Nissan en Chine avec les déboires qu'on lui connaît aujourd'hui, tant d'autres ont battu en retraite face à la multiplication des voitures chinoises, notamment électriques. Et le retournement de situation pour Stellantis est d'autant plus cocasse que c'est désormais lui qui fait entrer en Europe la marque chinoise Leapmotor.

Porsche aussi dans le dur ?

Le groupe Volkswagen reste l'un des acteurs étrangers les plus performants en Chine avec Tesla, mais l'allemand a connu des difficultés l'année dernière. En particulier avec sa filiale luxe Porsche. Nous avions déjà évoqué la colère de certains concessionnaires chinois au point que la direction allemande doive envoyer sur place un haut manager pour tenter de calmer la fronde et trouver des solutions. Mais la concurrence chinoise ne se contente désormais plus de produire des voitures à bas prix. Elle vise aussi le haut de gamme. Et forcément, Porsche en pâtit : ses ventes ont plongé de 28 % en Chine l'année dernière. Et l'arrivée d'acteurs comme Xiaomi, avec ses SU7 et YU7, n'est probablement pas étrangère à la baisse de régime des Allemands en Chine.

Mots fléchés

Piano du pauvre	↓	Occupation de territoires étrangers par l'armée	↓	Diplôme professionnel	↓	En ce lieu	↓	Déesse de l'agriculture	↓	Être sur un siège	↓	Crochet	↓
Singulier poème	→	↓	↓	Lustrer	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Département français	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Célèbre dépêche	→	↓	↓
Coinças	→	↓	↓	↓	↓	Pays d'Amérique du Sud	↓	Frénésies	→	↓	↓	↓	↓
Automate	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	Derrière	↓	Cube de jeu	→	↓	Dénudée	→	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Saison	↓	↓	Rivière du Congo	↓	↓	↓
Disque compact	↓	Abri pour chien	→	↓	↓	↓	↓	Suintes	→	↓	↓	↓	Moquerie
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	Peuple de l'Arctique	→	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Longues périodes	→	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Esgourde	↓	↓	↓
Appareil de détection	↓	Partie du harnais	→	↓	↓	↓	↓	Club de football	→	↓	Ancienne monnaie chinoise	Erbium	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Bonbon	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	Fer	↓	Donner un moment	→	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Première page	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Actrice française (Marié-José)	→	↓	↓	Un sens	↓	Aurochs	→	↓	↓	Arme rudimentaire	→	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	Nouveau congé	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Mistigri	→	Habitante des alentours de Nevers	→	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Gravure effectuée grâce à de l'acide	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	Héros suisse	→	↓	↓	↓	Largeurs d'étoffes	→	↓	↓
On peut l'avoir mauvaise	→	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
On peut l'avoir mauvaise	→	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Foi	↓	Non noble	Décédé	Cité engloutie	↓	Cancré	→	↓	↓	Exhale une odeur nauséabonde	→	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Appel-lations	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Navire	→	↓	↓	Revérifiasse
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Poteau	→	Dehors !	→	↓	↓	Consacrer	↓	Stator	→	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Enceinte	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	Soûl	→	↓	↓	↓	Religieuse	→	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Chefs arabes	↓	↓	↓
Forme de pouvoir	→	↓	↓	Arbustes	→	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Petit poste	→
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Esclave	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	Or	→	↓	Petite mesure	→	Entre l'URSS et la Russie	→	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	Prénom féminin	↓	↓	↓
Golfe	→	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Préfecture du Calvados	→	↓	↓	↓	Arbuste	→	↓	↓	↓	↓	↓	Titane	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓	↓
Repos du guerrier	→	↓	↓	↓	↓	↓	Région du nord du massif du Caucase	→	↓	↓	↓	↓	↓

Le Turkménistan abrite la 3^e Conférence de l’ONU sur les pays en développement sans littoral

La troisième Conférence de l'ONU sur les pays en développement sans littoral (LLDC3) se tiendra du 5 au 8 août à Awaza, en Turkménistan, dans le but de repenser le système mondial pour soutenir ces 32 nations, dont les économies restent souvent marginalisées, faute d'accès à la mer. Cet événement qui regroupera des Chefs d'Etat, des ministres, des investisseurs et des responsables locaux, offre l'occasion d'explorer des solutions et de forger des partenariats, de relever les défis et de libérer leur plein potentiel pour un avenir plus équitable et plus prospère dans les pays en développement sans littoral.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Lundi 4 août 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE
Neuf morts et 283 blessés ces dernières 24 heures

Neuf (9) personnes sont décédées et 283 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 2 au 3 août 2025, les secours de la Protection civile ont enregistré 211 interventions, suite à des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, qui ont fait 9 morts et 283 blessés", précise la même source. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa avec trois (3) morts et un (1) blessé, suite à une collision entre deux voitures, survenue dans la commune et daïra de Had El Sahari. Par ailleurs, trois (3) personnes sont décédées par noyade, dont une (1) en mer à Tlemcen et deux (2) autres dans des réserves d'eau à Skikda et Tébessa, révèle le communiqué.

BOUMERDÈS
Coup d’envoi de la 13e édition de l’Université d’été des cadres du Front Polisario

La 13e édition de l'Université d'été des cadres du Front Polisario a débuté dimanche à l'université M'hamed Bouguerra de Boumerdès, avec la participation de plus de 400 cadres représentant le gouvernement du Sahara occidental et ses différentes instances. La séance d'ouverture de cet événement a rassemblé le Premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Bouchraya Hammoudi Bayoun, la présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Mme Ibtissem Hamlaoui, ainsi que le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Saïd Ayachi. Des membres du corps diplomatique représentant plusieurs pays accrédités en Algérie, des parlementaires, des universitaires et des membres d'organisations de la société civile étaient également présents. Cet événement, qui se poursuivra jusqu'au 13 août, porte le nom du martyr "El-Dah El-Bandir Berhah" et se tient sous le slogan "Lutte et sacrifice pour imposer l'indépendance et la liberté".

JOURNÉE NATIONALE DE L'ANP
Un lien sacré avec le peuple et une doctrine défensive ancrée

L'Algérie célébrera, lundi, la Journée nationale de l'Armée nationale populaire (ANP), instituée par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, en consécration du lien sacré entre le peuple et son Armée et en reconnaissance du rôle de l'institution militaire dans le processus d'édification et dans la défense de l'unité et de la souveraineté du pays. Ce lien unique en son genre est une source de fierté pour tous les Algériens, qui participent massivement à l'ensemble des activités et événements organisés par l'ANP, comme en témoigne l'affluence historique enregistrée lors du défilé militaire du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, supervisé par le président de la République qui avait affirmé, dans une allocution prononcée à cette occasion, avoir veillé à ce que ce défilé "soit à la hauteur des dimensions et de la symbolique de cet anniversaire" et qu'il "incarne le lien sacré de cohésion entre le peuple et les éléments de l'ANP, qui sont issus de ce peuple et qui s'acquittent de leurs missions avec un sens élevé de patriotisme, un engagement indéfectible et un nationalisme authentique". Le président de la République avait, en outre, rappelé que "la doctrine de l'Armée nationale populaire est défensive" et que "son armement est destiné exclusivement à la défense de l'Algérie et à la protection de sa souveraineté nationale, en sus de la contribution à l'instauration de la sécurité et de la paix internationales, conformément aux engagements internationaux et régionaux de notre pays, dans le respect du droit international et dans le cadre de nos principes et règles constitutionnelles".

Consciente de l'ampleur des défis actuels et futurs, l'Algérie poursuit, sans relâche, le développement et le renforcement de ses capacités défensives et la construction d'une Armée forte et redoutée, qui a réalisé, au cours des dernières années, de "grands progrès en matière de modernisation de toutes ses composantes afin de demeurer en permanence le bouclier protecteur de la patrie et le garant de son unité, de sa souveraineté et de son indépendance, suivant ainsi la voie tracée par l'Armée de libération nationale (ALN), avec le même esprit et la même détermination et nourrie des mêmes principes et valeurs", comme l'a précédemment affirmé le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire. Ces réalisations, qui ont permis à nos Forces armées d'atteindre le seuil de la modernité, du développement et de l'efficacité opérationnelle, sont le résultat de la vision clairvoyante du Haut commandement de l'ANP et des efforts acharnés de tous ses personnels, efforts qui couvrent différents niveaux et domaines dont la formation, l'acquisition des équipements et armements les plus récents, la maîtrise des technologies de pointe et complexes, ainsi que l'entraînement et la préparation continus au combat. Ceci vient confirmer les résultats positifs et qualitatifs des exercices démonstratifs et tactiques organisés récemment, lesquels ont contribué à rehausser les capacités opérationnelles et la maîtrise du combat des différentes unités et formations, apportant ainsi la démonstration du niveau de compétence et d'efficacité atteint par notre Armée, comme en témoigne aussi les résultats remarquables en

matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé. L'ANP, digne héritière de l'ALN, prouve, aujourd'hui, qu'elle est le bouclier protecteur de la Nation et son glaive acéré qui tranchera la main de quiconque nourrirait l'intention de porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de notre Patrie, étant pleinement consciente de la grandeur et du poids de ses responsabilités, sous la direction d'un commandement éclairé, conscient de l'ampleur des défis sécuritaires qui se profilent sur les plans régional et international, ainsi que des mutations qui s'opèrent dans notre environnement géopolitique et leurs répercussions sur la sécurité et la stabilité de notre pays. Avec la même détermination et la même fermeté, l'ANP continue d'être au diapason du projet de renaissance engagé par l'Algérie, en contribuant activement au développement de l'économie nationale à travers une stratégie étudiée visant à réaliser l'autosuffisance dans des secteurs sensibles, à répondre aux besoins du marché national et à développer la base industrielle du pays. Il convient de rappeler que le président de la République avait décidé d'instituer la Journée nationale de l'Armée pour immortaliser cet anniversaire si cher marquant la date de reconversion de l'Armée de libération nationale en Armée nationale populaire (4 août 1962). Cette Journée nationale est célébrée au niveau de toutes les composantes de l'ANP, déployées sur tout le territoire national, à travers différents événements et activités en reconnaissance des immenses sacrifices des Chouhada et des Moudjahidine de la glorieuse Révolution de libération, des martyrs du devoir national, des grands invalides de la lutte contre le terrorisme et des éléments de l'ANP.

RAÏ RAINA

La Coupole d’Alger au rythme du Raï le 15 août 2025

Le vendredi 15 août 2025, la Coupole d'Alger accueillera un événement musical exceptionnel : Raï Raina, une grande soirée dédiée au raï dans toutes ses expressions. De 18h à 01h, les spectateurs vivront une

célébration vibrante d'un genre musical profondément ancré dans l'identité algérienne. Sur scène, des figures incontournables du raï classique croiseront la route des voix montantes de la nouvelle génération, dans un

esprit de transmission et de fête. À l'affiche : la reine du Raï Zahouania, Palermo, Chazil, Momo, Bilel Sghir, et Houssem. Sans oublier une performance exclusive de DJ SEM, figure majeure du raï urbain et électro, connu pour

ses collaborations à l'international et son style unique mêlant beats modernes et sonorités traditionnelles. Le tout dans une ambiance à la fois nostalgique et résolument contemporaine, pour faire vibrer toutes les générations.

BMS

Vague de chaleur, orages et de hautes vagues dimanche et lundi sur plusieurs wilayas

Une vague de chaleur affectera, dimanche et lundi, plusieurs wilayas du pays, alors que des villes côtières continueront d'enregistrer de hautes vagues et des vents forts, a indiqué dimanche, l'Office national de Météorologie dans un Bulletin météorologique spécial (BMS). Selon le BMS, placé en "vigi-

lance jaune", des températures caniculaires toucheront les wilayas d'In Salah, Relizane, Ain Defla et Chlef, tandis que des orages toucheront les wilayas d'In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Souk Ahras, Tébessa, Khenchela, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, M'Sila, Ouled Djellal, El Bayadh, Naâma, El Meghaier, Touggourt,

Laghouat, Djelfa, Ghardaïa, Béchar et Adrar. Des vents de sable souffleront aussi sur les wilayas de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam. Le BMS alerte également sur de hautes vagues, atteignant 1,5 mètre de hauteur, ainsi que des vents forts sur plusieurs villes côtières dans les wilayas d'Alger, Boumerdes, Chlef, Oran, Tipaza

et Mostaganem et ce, de dimanche à 15 h 00 à lundi à 2 h 00, précise la même source. Pour la journée de lundi, la vague de chaleur persistera sur les mêmes wilayas, en plus de celle d'Adrar, alors des orages sont annoncées sur les wilayas de Saida, Tlemcen, Naâma et El-Bayadh, et des orages sur plusieurs autres.